



UPA
POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
L'Union des producteurs agricoles

LES TERRES AGRICOLES DANS LA MIRE DES PROJETS ÉNERGÉTIQUES

MARTINE MERCIER

Productrice d'œufs
d'incubation
Ferme Mercier et Allard
Saint-Alexis-de-Montcalm

**MOBILISÉS,
MÊME EN ÉTÉ**

**À LA RENCONTRE
DES PRODUCTEURS**

**RETOUR SUR
LES PORTES OUVERTES**



EN RÉGION

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
Innovation et recherche au
cœur de la production bovine

MONTÉRÉGIE
Lancement du premier
programme ALUS au Québec

MAURICIE
Gala Gens de Terre & Saveurs :
appel de candidatures

**CHAUDIÈRE-
APPALACHES**
Une tournée médiatique
innovatrice

**OUTAOUAIS-
LAURENTIDES**
Un producteur prêt
à s'impliquer

CENTRE-DU-QUÉBEC
Adhérer à la FRAQ?
Avantageux à tous égards

**CAPITALE-NATIONALE-
CÔTE-NORD**
Charlevoix-Ouest conjugue
art et agriculture

BAS-SAINT-LAURENT
De l'Afrique
au Bas-Saint-Laurent

LANAUDIÈRE
Protéger
le territoire agricole

ESTRIE
Quand les chemins de fer
sont utilisés pour le transport
d'énergie

**SAGUENAY-
LAC-SAINT-JEAN**
À la rencontre des producteurs :
le Saguenay, chef de file

GASPÉSIE-LES ÎLES
Mention honorifique
du lieutenant-gouverneur
du Québec

ÉTONNAMMENT ABORDABLE



ÉCONOMISEZ

jusqu'à **2 500\$** SUR LES
ÉQUIPEMENTS
CAT*



**OFFRE EXCLUSIVE AUX AGRICULTEURS
ET AGRICULTRICES DU QUÉBEC***

1 866 462-0526 | hewitt.ca/upa

* Certaines conditions s'appliquent. Rabais allant jusqu'à 2 500\$ applicable sur les modèles éligibles seulement. Valable pour les membres de l'UPA et/ou détenteurs de la carte du Programme Avantages de l'UPA seulement.

PROGRAMME
AVANTAGES

UPA POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
L'Union des producteurs agricoles

Hewitt **CAT**

Service par Excellence

183254

EN TÊTE À TÊTE

ON SE DONNE RENDEZ-VOUS AUX CONGRÈS LOCAUX

MARCEL GROLEAU

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DE L'UNION



L'été tire déjà à sa fin. Dans quelques jours, ce sera l'automne et avec lui le début des récoltes de soya et de maïs. Les dernières coupes de foin sont en cours. Les travaux aux bâtiments s'accroissent; on profite au maximum de chaque journée. Le décompte avant l'hiver est en quelque sorte commencé.

Du côté de l'Union, la rentrée est bel et bien enclenchée. L'automne s'annonce d'ailleurs très occupé, et ce, sur bien des plans. Québec envisage de modifier le programme de remboursement des taxes foncières agricoles, ce qui entraînerait du même coup des hausses de taxes pour la très grande majorité des entreprises agricoles. C'est la raison pour laquelle l'Union demande le report de ces modifications qui ne règlent en rien le dossier de la fiscalité foncière agricole.

Par ailleurs, la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) et le Règlement sur les entreprises agricoles (REA) feront l'objet d'une étude en commission parlementaire. Les choix qui seront faits s'avéreront importants pour le développement de nos fermes et de l'agriculture. Et c'est sans parler des règlements sur la gestion des pesticides dits à risque. On suivra ça de près.

Au niveau fédéral, le renouvellement du cadre stratégique agricole est attendu pour le 1^{er} avril 2018. C'est dans deux ans, me direz-vous. Toutefois, c'est maintenant qu'il faut discuter des priorités. Est-ce que nos programmes permettent aux fermes, peu importe leur taille, de tirer leur épingle du jeu et de faire face aux variations de prix des marchés?

Les questions du lait diafiltré et des importations de volailles continuent d'affecter les revenus des producteurs. On comprend mal pourquoi le gouvernement n'agit pas. Il faudra maintenir la pression.

Le débat sur le pipeline Énergie Est nous occupera aussi. Ce projet soulève beaucoup de questions pour les producteurs directement touchés, mais aussi pour toute la société.

Alors, on vous attend dans les congrès des syndicats locaux et des fédérations régionales cet automne pour avoir votre opinion. Avec tous ces dossiers et enjeux, de bonnes discussions seront au menu.

Ce mois-ci, *L'U* vous propose un survol des nombreuses actions menées par l'organisation ces derniers mois,

que ce soit dans votre région ou ailleurs au Québec. Prenez le temps de parcourir le dossier sur les infrastructures de production et de transport d'énergie. Vous constaterez que l'Union et ses fédérations jouent un rôle essentiel pour protéger nos terres et le territoire agricole.

Je ne peux passer sous silence la journée Portes ouvertes sur les fermes qui a eu lieu le 11 septembre dernier. Cet événement organisé par l'Union depuis maintenant 14 ans a permis à plus de 2 millions de citoyens de visiter les fermes du Québec. Cette année encore, 144 000 de nos concitoyens ont répondu à l'invitation. Un gros merci aux producteurs et productrices du Québec qui ont accepté d'ouvrir leurs portes ainsi qu'aux centaines de bénévoles qui sont venus leur prêter main-forte. Grâce à vous tous, cette activité est devenue au fil des ans un événement incontournable.

En terminant, je vous souhaite à tous de pouvoir finaliser vos travaux dans les meilleures conditions possible. On vous attend aux congrès d'automne. ✕

SOMMAIRE

• LES GRANDS DOSSIERS DE L'UNION	4	• LES RÉGIONS EN ACTION	20
• LA CHRONIQUE DE SAM TURLUPINE	13	• ÇA SE PASSE CHEZ VOUS	28
• TRAIT D'UNION	14	• À VOTRE SERVICE - JURIDIQUE	36
• COUP DE CHAPEAU	18	• À VOTRE SERVICE - TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	38

La revue *L'U* est publiée par l'Union des producteurs agricoles (UPA) pour les producteurs agricoles et forestiers du Québec. Animée par les valeurs qui fondent la raison d'être de l'UPA, elle est le reflet de la vitalité de l'organisation et de la force de son réseau. Elle fait connaître et valorise l'action collective menée par les producteurs, qu'elle soit de portée locale, régionale, sectorielle ou provinciale. Elle souligne les efforts déployés pour organiser collectivement et démocratiquement la mise en marché des produits agricoles et forestiers. Elle aborde aussi les grands dossiers de l'heure sous l'angle syndical et suscite une réflexion sur des enjeux qui nous concernent tous. Elle se veut également un contrepoids aux voix qui s'élèvent contre ces outils collectifs et est résolument syndicale. Publiée 10 fois l'an, *L'U* est distribuée gratuitement à tous les producteurs et productrices du Québec.

Les photos, illustrations et textes publiés dans *L'U* ne peuvent être réutilisés sans autorisation.

Pour nous joindre : 555, boul. Roland-Therrien, bureau 100, Longueuil (Québec) J4H 3Y9 / Courriel : lu@upa.qc.ca / www.lu.upa.qc.ca



Éditeur :
L'Union des producteurs agricoles
Direction des communications
et de la vie syndicale

Impression :
Imprimerie Transmag

Photo de la page couverture :
Yves Lacombe

ISSN 2369-758X (imprimé)
ISSN 2369-7598 (en ligne)



LES GRANDS DOSSIERS DE L'UNION

LES TERRES AGRICOLES DANS LA MIRE DES PROJETS ÉNERGÉTIQUES

Ce mois-ci, *L'U* complète son dossier sur l'énergie en abordant la question des projets d'infrastructures de production et de transport d'énergie en territoire agricole amenés par des promoteurs qui sont de plus en plus nombreux à vouloir s'implanter sur nos terres. Un dossier chaud, qui revient régulièrement dans l'actualité, et qui touche un nombre croissant d'entreprises agricoles et forestières dans la plupart des régions du Québec.

UN TERRITOIRE DE PLUS EN PLUS CONVOITÉ

Depuis quelques années, le territoire agricole et forestier est fortement convoité par des promoteurs énergétiques. Gazoducs, oléoducs, lignes de transport d'électricité et éoliennes, voilà autant de projets qui prévoient empiéter sur la zone agricole et menacent la pérennité de l'agriculture et de la forêt. Les réseaux de transport par pipelines ou lignes électriques traversent de très vastes territoires du point A au point B. Or, entre les deux se trouvent presque inmanquablement des terres agricoles et forestières.

Ces projets ont tous un point en commun : ils portent atteinte aux entreprises agricoles et forestières et entravent leurs activités. En venant gruger ici et là le territoire, ces infrastructures engouffrent de précieuses superficies localisées en zone agricole qui, faut-il le rappeler, compte pour à peine 4 % du territoire du Québec.

Ainsi, les uns à la suite des autres, les promoteurs développent leurs projets sans prendre en considération les impacts cumulatifs à moyen et long terme sur nos terres. Une vision d'ensemble et à long terme s'impose. ✕

LE TERRITOIRE AGRICOLE EN CHIFFRES

4 %

du territoire du Québec
est zoné agricole (zone verte)

2 %

est composé
de terres agricoles

1,2 %

est en cultures

Source : INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Le Québec chiffres en main*, [En ligne], 2016. [www.stat.gouv.qc.ca/docs-hmi/quebec-chiffre-main/qcmfr.htm].

PROTÉGER LES TERRES, LES DROITS ET LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES DES PRODUCTEURS

D'entrée de jeu, l'Union est contre l'implantation de projets non agricoles en zone verte, surtout lorsque ceux-ci augmentent les risques de pollution des terres et de l'eau. La zone agricole doit être réservée aux activités agricoles.

Cependant, l'organisation se doit d'avoir une approche pragmatique, notamment lorsqu'il s'agit de projets d'intérêt public pour lesquels les promoteurs ont des pouvoirs d'expropriation. Dans un tel contexte, l'Union concentre ses efforts à protéger les terres, les droits et les intérêts économiques des producteurs. Elle travaillera, entre autres, à faire adopter le tracé de moins d'impact sur le monde agricole et forestier. L'UPA est proactive et ne rate aucune occasion de se faire entendre en faisant les représentations qui s'imposent et en menant les dossiers en collaboration avec les fédérations régionales concernées ainsi qu'avec la Fédération des producteurs forestiers du Québec. ✕

QUELQUES PRINCIPES

RÈGLE DE BASE :

LA ZONE AGRICOLE DOIT ÊTRE RÉSERVÉE
AUX ACTIVITÉS AGRICOLES.

Lorsque l'intérêt public le justifie, faire adopter le tracé de moindre impact :

- Favoriser les emplacements à l'extérieur des limites de la zone agricole en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAA);
- Privilégier les emplacements sur les terres dont le potentiel agricole ou forestier est le plus faible;
- Protéger les terres cultivables ayant un bon potentiel, les cultures pérennes et les boisés à haute valeur de conservation;
- Respecter l'orientation des limites des lots, des concessions ou de tout autre élément du cadastre (éviter les tracés en oblique par rapport à ces limites).

De façon générale, les promoteurs vont privilégier le recours aux surfaces occupées par des infrastructures publiques déjà existantes (oléoducs, lignes de transport d'électricité, autoroutes, etc.).

L'objectif pour l'Union est de réduire les contraintes à la pratique des activités agricoles et forestières sans compromettre la sécurité et l'intégrité des infrastructures. ✕



« Il est trop facile de planifier un grand chantier énergétique en passant par les terres agricoles. “Quels beaux terrains à première vue sans contraintes!” se disent les promoteurs. Or, c'est la pérennité de nos sols et les belles terres agricoles qui sont menacées dans ces projets. Le mince 4 % de territoire agricole qui nous reste est constamment grugé. Il s'agit pourtant d'un actif essentiel qu'il nous faut préserver pour assurer le développement de notre propre chantier qu'est l'agriculture. Nos gouvernements ont malheureusement tendance à endosser ces projets en oubliant ces enjeux pourtant fondamentaux. »

— Yvon Simard, président,
Fédération de l'UPA du Saguenay—Lac-Saint-Jean



« Le transport de l'énergie en milieu agricole nous préoccupe tous. Nous sommes déchirés entre nos besoins en énergie et la sauvegarde de nos terres, le patrimoine à laisser aux prochaines générations. Nous ne devons pas uniquement penser à aujourd'hui, mais aussi aux impacts que peut causer dans le futur l'implantation d'une tour, d'une éolienne ou d'un gazoduc... Soyons vigilants! »

— Gilbert Marquis, président,
Fédération de l'UPA du Bas-Saint-Laurent

UNE PIÈCE MAÎTRESSE : L'ENTENTE-CADRE

Les ententes-cadres sont au cœur de la stratégie mise en place par l'Union pour protéger les agriculteurs touchés par des projets d'infrastructures de production et de transport d'énergie. Voici ce que le 1^{er} vice-président de l'UPA et responsable des dossiers énergétiques, Pierre Lemieux, a à dire sur le sujet.

QU'EST-CE QU'UNE ENTENTE-CADRE?

À la base, les producteurs ne veulent pas de ces projets d'infrastructures en zone agricole. Cependant, quand on n'a pas le choix et que le projet va de l'avant, l'UPA négocie une entente-cadre avec le promoteur. Celle-ci contient tous les paramètres nécessaires pour minimiser les impacts de la réalisation du projet sur les terres. C'est notre responsabilité de nous assurer que la zone agricole est le moins perturbée. C'est la mission de l'Union : défendre les agriculteurs.

QUELS SONT LES AVANTAGES DE CETTE NÉGOCIATION?

Le rapport de force est inégal entre un producteur et un promoteur, qui peut se payer les services de nombreux avocats. L'entente vient ici rééquilibrer le tout grâce à l'élaboration de documents juridiques approuvés. Elle assure aussi une uniformité dans les compensations. Ça évite qu'un promoteur fasse des offres à géométrie variable, selon la personne à qui il parle. Ça permet également à chaque producteur d'obtenir une compensation adéquate, ce qui n'est pas toujours le cas quand les ententes sont négociées à la pièce.

EST-CE QUE CES ENTENTES ONT UN IMPACT SUR LES DROITS D'EXPROPRIATION?

Ces projets viennent souvent avec des droits d'expropriation, ce qui limite les marges de manœuvre des producteurs. L'Union s'implique pour que les conditions soient le plus avantageuses possible pour le producteur.

AVEC QUI AVEZ-VOUS DES ENTENTES?

Nous avons des ententes avec Hydro-Québec et Ultramar. On a aussi entamé des négociations avec Gaz Métro à propos d'un projet spécifique qui, finalement, n'a pas été mis en œuvre. De plus, on essaie de développer une entente globale avec eux. On est également en discussion avec Énergie Est.

PARLEZ-NOUS DE L'UNE DE CES ENTENTES-CADRES.

Prenons l'exemple du projet de pipeline souterrain d'environ 250 km de long, construit entre la raffinerie d'Ultramar à Lévis et son centre de distribution à Montréal-Est, que nous avons négocié en 2006¹. C'était la première fois qu'on négociait une entente aussi globale pour un pipeline. On a réussi à baliser les façons de faire, mais on s'est également assurés que les mesures prévues à l'entente soient respectées grâce à l'embauche d'un représentant de l'UPA au chantier (RUPAC).

DEPUIS QUAND NÉGOCIEZ-VOUS CE TYPE D'ENTENTES?

Les premières négociations pour conclure une entente-cadre ont eu lieu avec TransCanada PipeLines au début des années 1980. Par la suite, des discussions ont été amorcées avec Hydro-Québec pour finalement en arriver à l'Entente sur le passage des lignes de transport en milieux agricole et forestier en 1986. C'est vraiment ça qui a tracé la voie aux ententes qui allaient suivre. Ça a renforcé le rôle de l'UPA, qui a toujours été là pour défendre les producteurs. ✕

1. Pipeline Saint-Laurent



QUE CONTIENT UNE ENTENTE-CADRE?

- › Des mesures d'atténuation des impacts minimisant les effets sur les terres agricoles et forestières;
- › Des règles concernant certaines zones délimitées autour des infrastructures de transport d'énergie : activités permises, activités nécessitant des autorisations et activités interdites, surtout dans le cas des oléoducs ou des gazoducs;
- › Des modes de compensation pour les pertes encourues et des modes de calcul pour l'acquisition des servitudes;
- › Certains aspects juridiques tels que responsabilités des parties, conventions d'options, de servitude, de travail, etc. ✕

UNE PRÉSENCE DE L'UNION SUR LES CHANTIERS

Le travail de « chien de garde » de l'Union se déploie jusque sur les chantiers lorsqu'un projet énergétique en est à l'étape de la construction. En effet, en vertu des ententes-cadres négociées, un représentant de l'UPA au chantier (RUPAC) est en place pour observer les travaux et confirmer qu'ils sont conformes aux mesures d'atténuation convenues avec le promoteur. Le RUPAC devient en quelque sorte les yeux et les oreilles de l'Union et agit comme intermédiaire et facilitateur entre les producteurs concernés et le promoteur.

OUTAOUAIS-LAURENTIDES

QUE FAIT LE RUPAC

Un lundi matin, Pierre Baril reçoit l'appel d'un producteur. Le déplacement des véhicules sur le chantier de l'oléoduc cause des problèmes sur ses terres. M. Baril quitte donc le bureau et se rend sur le terrain pour évaluer la situation. Depuis 2010, lui et ses collègues de la coopérative Terra-Bois sont les yeux et les oreilles de la Fédération de l'UPA d'Outaouais-Laurentides en tant que RUPAC.

« Le RUPAC, c'est l'intermédiaire entre les producteurs et l'entreprise qui passe sur leur propriété, explique Pierre Baril. Notre rôle est de s'assurer que l'entente-cadre soit appliquée correctement sur le terrain. » Accessibilité au chantier, transport des équipements, pertes de production, remise en état du terrain après les travaux... Le RUPAC doit demeurer aux aguets et être prêt à intervenir en tout temps. Quand il constate que des pratiques vont à l'encontre des mesures d'atténuation négociées, il réagit et en informe le producteur et l'Union afin de faire rectifier le tir.

UN TRAVAIL DE COLLABORATION

Pierre Baril a commencé comme RUPAC dans le cadre d'un projet de construction d'une ligne de transport d'électricité en Outaouais. Depuis, les projets se succèdent. Actuellement, deux personnes de Terra-Bois surveillent un chantier d'Enbridge entre Terrebonne et Sainte-Justine-de-Newton. « Avec le temps, on a réussi à établir un bon niveau de collaboration avec Hydro-Québec et Enbridge, souligne M. Baril. La majorité des problèmes viennent des sous-traitants, qui sont moins familiers avec les mesures prévues en milieux agricole et forestier. »

« Pour bien exécuter son mandat, le RUPAC doit connaître les ententes-cadres négociées par l'UPA sur le bout des doigts. Il doit aussi savoir discuter, négocier et argumenter », note Pierre Baril. Les interventions du RUPAC sont appréciées par les producteurs, parce qu'elles évitent souvent que la situation dégénère. ✕

« La zone agricole ne doit pas être l'option par défaut pour accueillir les infrastructures de transport. La terre agricole est une ressource indispensable, sans laquelle l'agriculture est impossible. Je rêve du jour où le transport de l'énergie se fera avec un empiétement minimal et où les inconvénients subis par les agriculteurs seront reconnus à leur pleine valeur. »

— Richard Maheu, président, Fédération de l'UPA d'Outaouais-Laurentides



« La Fédération de l'UPA de la Mauricie dit non au projet Oléoduc Énergie Est! L'éventuel oléoduc Énergie Est traversera bon nombre de terres agricoles et forestières en Mauricie, incluant nos rivières d'importance, dont la Saint-Maurice, la Batiscan et la Maskinongé. La filière bioalimentaire représente 7 % de l'activité économique de notre région. Nous occupons 16 % du marché de l'emploi. Il est établi que le projet Énergie Est ne contribuera pas au développement économique. Toutefois, durant son implantation et les quarante années de son exploitation, et après la cessation des activités de cet oléoduc, des contraintes permanentes perturberont les activités agricoles et forestières. Le sol et l'eau, deux ressources vitales, seront exposés à d'inévitables risques de contamination. Et ces dangers ne sont pas hypothétiques. À la fin de juillet, la rupture d'un oléoduc a contaminé la rivière Saskatchewan Nord en déversant 250 000 litres de pétrole, ce qui a compromis l'approvisionnement en eau de plusieurs municipalités.

Est-il raisonnable de laisser passer 1,1 million de barils de pétrole par jour en zone agricole et forestière, et sous toutes les rivières de la Mauricie? »

— Jean-Marie Giguère, président, Fédération de l'UPA de la Mauricie

UN TRAVAIL D'ÉQUIPE ET DE COLLABORATION

Dans tous les dossiers énergétiques, l'Union travaille en étroite collaboration avec le réseau d'aménagistes œuvrant dans les fédérations régionales. Ainsi, selon la nature du projet, l'UPA et/ou la fédération concernée feront les représentations appropriées et déposeront des mémoires auprès des instances autorisées. Les fédérations et leurs syndicats locaux, bien branchés sur le territoire, interviendront plus directement en ce qui a trait au choix du tracé ayant le moindre impact sur les terres et au respect des normes de l'entente-cadre négociée avec le promoteur.

L'ACTION DE L'UNION : QUELQUES EXEMPLES

- Rencontres et participations à des comités de travail avec les promoteurs : ententes-cadres, suivis de projets, etc.;
- Rencontres politiques de haut niveau et consultations;
- Interventions auprès des instances concernées (dépôts de mémoires et représentations);
- Accompagnement et soutien des fédérations régionales et des syndicats locaux dans leurs interventions et dans le suivi auprès des producteurs.

L'ACTION DES FÉDÉRATIONS RÉGIONALES, EN COLLABORATION AVEC LES SYNDICATS LOCAUX IMPLIQUÉS

- Rencontres avec les promoteurs et les autres organismes concernés dans la région (MRC, municipalités, etc.);
- Travail avec les syndicats locaux et les organismes impliqués dans la détermination de tracés de moindre impact;
- Interventions auprès des instances concernées, notamment auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ);
- Embauche d'un RUPAC (au besoin);
- Surveillance de la mise en œuvre des ententes-cadres;
- Accompagnement des producteurs visés par les projets et diffusion d'information.

UNE TABLE DE TRAVAIL DÉDIÉE AUX QUESTIONS ÉNERGÉTIQUES

En raison de l'augmentation du nombre de projets, l'Union a aussi mis en place une table de travail composée de producteurs agricoles dont le mandat est de bien définir la vision de notre organisation sur toute la question énergétique. Les membres de la table réfléchissent aux différents enjeux, proposent des orientations et font des recommandations au conseil exécutif de l'Union.

UN RÉSEAU D'AMÉNAGISTES À VOTRE SERVICE

Au fil des ans, l'Union a aussi mis sur pied, au niveau régional, un réseau d'aménagistes. Possédant une solide expertise en matière d'aménagement du territoire, cette vingtaine de professionnels appuie l'organisation dans ses diverses représentations :

- Ils interviennent auprès du monde municipal pour des questions reliées au territoire agricole telles que :
 - schémas d'aménagement et de développement,
 - réglementations municipales et régionales;
- Ils conseillent notamment leur fédération pour l'émission des avis à la Commission de protection du territoire agricole sur les projets énergétiques, de télécommunication, de transport et d'utilité publique, qui se déploient en zone verte.

Lorsqu'il est question d'infrastructures de production ou de transport d'énergie, ces aménagistes travaillent à l'évaluation du tracé de moindre impact sur les terres et accompagnent leur fédération dans le cheminement du dossier. Ils sont aussi bien au fait du contenu des diverses ententes-cadres et du contexte réglementaire dans lequel nous évoluons.

Si votre entreprise est visée par un projet d'infrastructures et que vous souhaitez vous assurer que vos droits sont respectés, n'hésitez pas à les contacter. ✕



LE RÉSEAU DES AMÉNAGISTES

Fédération régionale	Nom	Téléphone	Courriel
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	Patrick Martineau	819 762-0833	pmartineau@upa.qc.ca
BAS-SAINT-LAURENT	Mylène Gagnon	418 723-2424	mylenegagnon@upa.qc.ca
CAPITALE-NATIONALE—CÔTE-NORD	Gitane St-Georges	418 872-0770	gstgeorges@upa.qc.ca
CENTRE-DU-QUÉBEC	Martin Leblanc	819 293-5838	mleblanc@centre-du-quebec.upa.qc.ca
CHAUDIÈRE-APPALACHES	Pierre Giguère	418 228-5588	pgiguere@upa.qc.ca
ESTRIE	Poste vacant	819 346-8905	
GASPÉSIE-LES ÎLES	Karina Espinoza-Rivière	418 392-4466	kriviere@upa.qc.ca
LANAUDIÈRE	Andréanne Aumont	450 753-7486	aaumont@upa.qc.ca
MAURICIE	Michel Tessier	819 378-4033	mtessier@upa.qc.ca
MONTÉRÉGIE	François Thomas	450 774-9154	francoisthomas@upa.qc.ca
OUTAOUAIS-LAURENTIDES	Guillaume Charest-Hallé	450 472-0440	gcharesthallee@upa.qc.ca
SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	Lise Tremblay	418 542-5666	lisetremblay@upa.qc.ca

COUP D'ŒIL SUR QUELQUES PROJETS

ÉLECTRICITÉ

HYDRO-QUÉBEC (LIGNES DE TRANSPORT) :

- ▶ LANAUDIÈRE : projet à 735 kV de la Chamouchouane–Bout-de-l'Île (en chantier)
- ▶ LAURENTIDES : poste de Blainville à 315-25 kV et ligne d'alimentation à 315 kV (en service depuis juillet 2015)
- ▶ MONTÉRÉGIE : ligne à 230 kV de Saint-Césaire–Bedford (en service depuis 2014)
- ▶ ESTRIE : interconnexion de la ligne Québec-New Hampshire (à l'étude, en cours d'audience au BAPE)

<http://www.hydroquebec.com/projets-construction-transport/>

PROMOTEURS PRIVÉS D'ÉOLIENNES

- ▶ Plusieurs parcs éoliens sont en service (31), en construction (3) ou projetés (4).
- ▶ Plusieurs éoliennes sont situées sur des terres agricoles et forestières. La plupart des fédérations régionales concernées ont suivi de près l'arrivée de ces projets.

http://www.hydroquebec.com/distribution/fr/marchequbécois/parc_eoliens.html

OLÉODUC ET GAZODUCS (PIPELINES)

TRANSCANADA

ÉNERGIE EST

Projet Énergie Est : projet de pipeline de 4 500 km qui transportera plus d'un million de barils de pétrole par jour de l'Alberta vers les raffineries de l'Est du Canada. Actuellement en cours : audiences du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), audiences de l'Office national de l'énergie (ONE).

<http://www.oleoducenergieest.com/?gclid=CLP5hfG47s4CFQxahgodH9MBag>

TRANSCANADA PIPELINES LIMITED

Projet de prolongement Saint-Sébastien : prolongement sur 4 km en Montérégie (municipalité de Saint-Sébastien et de Pike River) d'une conduite qui transportera du gaz naturel (projet approuvé par l'ONE en août 2016).

ENBRIDGE

Projet d'inversion de la canalisation 9B et d'accroissement de la capacité de la canalisation 9, un tronçon de 639 km qui transportera 300 000 barils de pétrole par jour de North Westover (Ontario) à Montréal. Audiences de l'ONE en 2013 et mise en service en 2015.

ULTRAMAR

Construction du pipeline Saint-Laurent, un réseau de 250 km qui transporte différents produits pétroliers raffinés (essence, diesel, mazout domestique et carburéacteur) de Lévis à Montréal. Entente Ultramar-UPA signée en 2006, rapport du BAPE en 2007 et mise en service en 2012. ✕

LANAUDIÈRE

PROTÉGER LE TERRITOIRE AGRICOLE

Le projet de ligne de transport d'électricité Chamouchouane-Bout-de-l'Île continue de faire couler beaucoup d'encre. Depuis l'annonce de ce projet en 2010, l'UPA a travaillé de concert avec ses syndicats locaux pour trouver un tracé de moindre impact et le faire valoir auprès d'Hydro-Québec.

« Dans ce projet, la Fédération régionale de l'UPA de Lanaudière a joué le rôle d'agent de liaison entre les producteurs et le promoteur afin de protéger le territoire agricole », souligne le président Marcel Papin. Il s'agissait surtout de négocier avec Hydro-Québec pour trouver un tracé moins dommageable pour l'agriculture, la première proposition ayant soulevé la grogne des producteurs lanau-dois. Ce tracé passait directement dans les contreforts de Saint-Ambroise-de-Kildare, au pied desquels se côtoient une zone agricole particulièrement dynamique ainsi que de nombreuses entreprises agrotouristiques bien établies, pour qui la beauté du paysage est d'une importance cruciale.

À la suite de pressions exercées par la Fédération et des citoyens, Hydro-Québec a été forcée de retourner à la planche à dessin, et ce, trois fois plutôt qu'une. « Le tracé actuel est un peu plus acceptable, parce qu'il évite de passer par Saint-Ambroise-de-Kildare. Je suis satisfait », soutient Marcel Papin, qui avoue que le travail de négociation n'a pas été facile. « C'est sûr qu'on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs, mais on a fait notre travail. »

La Fédération a procédé à l'embauche d'un représentant de l'UPA au chantier (RUPAC). Cet été, à l'étape du déboisement, celui-ci a d'ailleurs constaté que certains sous-traitants empilaient le bois sans aucun tri dans des endroits difficilement accessibles, ce qui compliquait grandement la mise en marché. Un bel exemple de pratique qui, selon le RUPAC, doit être corrigée afin de maximiser la valeur du bois. L'UPA poursuit ses efforts pour faire respecter les droits des producteurs dans ce dossier. ✕

DES ÉOLIENNES QUI DIVISENT

Les projets d'éoliennes divisent les producteurs. Là où l'un voit des avantages financiers et une source d'énergie verte, l'autre voit une nuisance pour les terres et les paysages agricoles. Dans des dossiers aussi délicats, l'UPA se doit d'être à l'écoute des différents points de vue pour assurer un suivi auprès des promoteurs et défendre les agriculteurs, estime le 1^{er} vice-président de la Fédération de l'UPA de la Montérégie, Jérémie Letellier.

« À la base, on ne peut pas cautionner ce genre de projets. Ça va à l'encontre de notre mission, soutient-il. Toutefois, si le projet va de l'avant, on a le devoir de s'assurer que les éoliennes sont installées dans les meilleures conditions possible et que les producteurs ne sont pas perdants. »

Les projets d'éoliennes sont nombreux en Montérégie. Certains passent bien, d'autres soulèvent la colère des agriculteurs. C'est ce qui s'est passé en 2010-2011 avec le projet de parc éolien de la compagnie TransAlta à Saint-Valentin. « Ça a fait un gros tollé. Finalement, le BAPE n'a pas recommandé d'aller de l'avant. » Actuellement, c'est l'entreprise Kahnawake Sustainable Energies qui veut se lancer dans l'aventure éolienne à Saint-Cyprien. Il s'agit d'un autre projet qui suscite beaucoup de controverse dans la communauté agricole, selon M. Letellier.

« Pour chaque projet, la Fédération rencontre les parties concernées et essaye de comprendre les positions de tout le monde. On tient compte du fait qu'il y a des producteurs qui veulent des éoliennes, mais aussi que les terres agricoles de la Montérégie sont une ressource rare et qu'il faut les protéger. » ✕



QUAND LES CHEMINS DE FER SONT UTILISÉS POUR LE TRANSPORT D'ÉNERGIE

Directement touchés par la tragédie ferroviaire de 2013, les producteurs de la région de Lac-Mégantic collaborent avec la communauté au projet de nouveau tracé du chemin de fer. Un projet qui cible encore une fois le territoire agricole et qui s'apparente aux projets de transport d'énergie, mais qui comporte une charge émotive.

« Il y a des producteurs qui ont perdu des proches dans cette tragédie. C'est toute la communauté qui a été touchée », explique la présidente du Syndicat local de l'UPA du Granit, Lyne Girard. « On est solidaires des gens du centre-ville et on souhaite faire partie de la solution. »

Le syndicat local et la fédération régionale travaillent de pair avec les autres intervenants pour convenir d'un nouveau tracé qui aura le moins d'impact possible sur le secteur agricole et forestier, tout en évitant de traverser le centre-ville. « C'est une négociation collective », souligne Mme Girard, qui assure que son syndicat fera tout ce qui est en son pouvoir pour défendre les intérêts des producteurs. Elle souhaite également s'entendre sur les compensations à verser, afin que les producteurs n'aient pas à négocier à la pièce.

À l'heure actuelle, le syndicat a une proposition de tracé en main, mais les documents demeurent confidentiels. La prochaine étape sera donc d'évaluer les impacts de cette proposition sur le territoire agricole. ✕

L'UNION CONTRE LE PROJET OLÉODUC ÉNERGIE EST

Le projet de pipeline Énergie Est est toujours sur la sellette. En avril dernier, l'Union a fait connaître son opposition à celui-ci dans son mémoire destiné au BAPE. Elle y rappelait que les terres agricoles et forestières ont une valeur inestimable et sont à la base de l'alimentation de tous les Québécois. Ces terres ainsi que l'environnement doivent être à l'abri de tout déversement de pétrole et autres matières dangereuses. Pour toutes ces raisons, et dans un contexte de changements climatiques, l'Union est contre le projet d'Oléoduc Énergie Est.

Malgré cela, si jamais le projet est accepté, la négociation d'une entente-cadre avec Énergie Est constituera pour l'UPA un moyen de garantir une sécurité aux propriétaires fonciers.

Au Québec, le projet nécessitera la construction d'un oléoduc d'environ 650 km et traversera 830 cours d'eau. De plus, 75 % du tracé se trouve en milieu agricole, ce qui affecte le territoire de sept de nos fédérations (Montérégie, Outaouais-Laurentides, Lanaudière, Mauricie, Capitale-Nationale-Côte-Nord, Chaudière-Appalaches et Bas-Saint-Laurent).

Alors que le processus de consultation connaît actuellement des ratés (les audiences du BAPE et de l'ONE étant suspendues), l'Union entend suivre de près ce dossier et poursuivre ses représentations, à titre d'intervenante dans le processus d'audience du BAPE et de l'ONE. À suivre...

PAS D'EXPLORATION NI D'EXPLOITATION DE GAZ DE SCHISTE SUR NOS TERRES

Dans le cadre du projet de loi sur les hydrocarbures (PL106), l'Union demande au gouvernement du Québec de soustraire entièrement la zone agricole permanente de l'exploitation des hydrocarbures. Les impacts causés au secteur agricole advenant le développement de cette filière seraient trop nombreux et dommageables : pertes de superficie de culture, compétition pour l'eau, dangers pour la santé des agriculteurs et de leur famille, risque de contamination à long terme des sources d'eau et des sols. Tout cela est très préoccupant et inévitablement, les producteurs seraient les principaux concernés. En effet, la majorité des permis d'exploration ont été accordés pour des zones situées dans les basses terres du Saint-Laurent, là où l'on trouve des sols de grande qualité à fort potentiel agricole.

L'extraction d'hydrocarbures ne doit pas entrer en concurrence avec l'agriculture et la foresterie. Il s'agit d'un enjeu d'autonomie alimentaire que le gouvernement ne peut ignorer, d'autant que l'agriculture et la foresterie créeront toujours de la richesse contrairement à un puits qui se tarira.

Rappelons que le dossier des gaz de schiste n'a toujours pas passé le test de l'acceptabilité sociale. L'exploration et l'exploitation de cette ressource auraient pour effet de dégrader le climat social des régions rurales. ✕



« Le transport de l'énergie est essentiel pour desservir les populations rurale et urbaine. Parfois, cette énergie doit inévitablement passer sur des terres agricoles. Toutefois, l'espace occupé par ces infrastructures et les travaux qui s'y rattachent ne peuvent être gérés n'importe comment. N'oublions pas que les terres sont l'outil de travail des agriculteurs. Il faut donc constamment être vigilant afin de minimiser les impacts de ces infrastructures et de protéger les terres et les activités agricoles. Les ententes-cadres avec les promoteurs énergétiques permettent justement d'encadrer ce type de travaux »

— Christian St-Jacques,
président, Fédération de l'UPA
de la Montérégie



LE CHEMINEMENT D'UN PROJET

En vertu de la loi, tout projet d'infrastructure doit faire l'objet d'analyses et de consultations auprès d'un organisme accrédité avant sa mise en œuvre. Selon sa nature et son envergure, le projet aura à franchir différentes étapes d'approbation. Pour l'Union, ces étapes sont bienvenues, car elles permettent d'intervenir publiquement et de faire des représentations en amont du projet. En voici un résumé.



AU NIVEAU PROVINCIAL

CPTAQ

En principe, tous les promoteurs qui désirent construire un ouvrage de transport d'énergie doivent déposer une demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) pour être autorisés à utiliser à des fins non-agricoles un lot situé en zone agricole.

La CPTAQ a pour fonction d'assurer la protection du territoire et des activités agricoles. Elle est donc chargée d'autoriser, ou non, les projets qui lui sont soumis. Pour être recevable devant la Commission, la demande doit d'abord être conforme aux règlements municipaux. Si celle-ci est recevable, la municipalité, la MRC concernée et l'Union doivent transmettre une recommandation à la CPTAQ sur la base de critères d'évaluation prévus à la loi¹. La CPTAQ fait connaître son orientation préliminaire puis, sur demande des parties, elle tient des audiences publiques afin de statuer définitivement sur le projet.

<http://www.cptaq.gouv.qc.ca/>

BAPE

Lorsqu'on parle de transport d'énergie, tout projet de construction d'un oléoduc ou d'un gazoduc de plus de 2 km ou d'une ligne de transport de 315 kV, également de plus de 2 km, doit faire l'objet d'une évaluation d'impacts, qui est réalisée par le Bureau des audiences publiques sur l'environnement (BAPE)². Le Bureau est un organisme public consultatif qui relève du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC).

Lorsqu'un avis de projet est déposé par un promoteur auprès du ministère, ce dernier mandate le BAPE pour l'étudier. Selon l'ampleur du projet, certains sont soumis à une enquête et une audience publique, le tout pour une durée de quatre mois ou plus, donnant lieu à

un rapport qui contient les constatations et l'analyse du Bureau. Le MDDELCC peut ainsi faire des recommandations auprès du conseil des ministres lequel ultimement doit émettre le certificat d'autorisation du projet.

<http://www.bape.gouv.qc.ca/>



AU NIVEAU FÉDÉRAL

ONE

Lorsque le projet est interprovincial ou international, le promoteur doit déposer son projet à l'Office national de l'énergie (ONE). L'Office est un organisme de réglementation fédéral indépendant, doté d'un pouvoir quasi judiciaire, qui possède les droits et privilèges d'une cour supérieure. Pour les demandes visant des projets de grande envergure et les enquêtes importantes, l'ONE tient des audiences publiques où les parties doivent déposer des preuves au dossier, sur lesquelles reposent les décisions. Une fois son travail terminé, l'Office soumettra au ministre des Ressources naturelles son rapport de recommandations. La durée maximale est de 15 mois à partir du moment où la demande est reconvenue complète par l'ONE, avec de possibles prorogations. Dans le cas du projet Énergie Est, ce délai a été étendu à 21 mois.

<https://www.neb-one.gc.ca/index-fra.html> ✕

1. Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.

2. Loi sur la qualité de l'environnement et son règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts.



LOI SUR LA SÛRETÉ DES PIPELINES : GAINS POUR LES PRODUCTEURS

Dans le domaine de la réglementation des pipelines par l'Office national de l'énergie (ONE), l'Union a entrepris un travail de sensibilisation et de revendication des intérêts des producteurs agricoles et forestiers auprès de l'organisme. Ces représentations semblent avoir porté leurs fruits puisque plusieurs éléments de la réglementation ont été modifiés au cours de la dernière année afin de mieux répondre aux besoins des producteurs et de réduire certains inconvénients liés à la présence des pipelines.

AINSI, DORÉNAVANT :

- la zone réglementaire de 30 mètres où les activités agricoles sont limitées sera établie de part et d'autre de l'axe central de la conduite plutôt qu'à partir de la limite de l'emprise, ce qui réduit la superficie ciblée;
- les producteurs pourront maintenant réaliser sans autorisation spéciale leurs activités agricoles à une profondeur de 45 cm plutôt que de 30 cm;
- les producteurs pourront cultiver tout type de plantes sur l'emprise, excepté les arbres, puisque l'interdiction ne vise que les activités qui auraient pour effet de « remuer le sol » à plus de 45 cm. ✕

EN COUVERTURE : MARTINE MERCIER

Aujourd'hui retraitée de la vie syndicale après plus de 25 ans d'implication, Martine Mercier croit encore fermement au rôle de l'UPA dans les dossiers d'infrastructures de transport d'énergie. « Ça peut paraître cliché, mais c'est toujours vrai : l'Union fait la force et, dans ce genre de dossier, l'UPA joue un rôle très important en s'assurant que tous les producteurs soient protégés et dédommages équitablement, et que le tracé retenu soit celui qui a le moins d'impact sur l'agriculture », soutient la productrice de Lanaudière.

D'abord impliquée au Syndicat des producteurs d'œufs d'incubation du Québec et comme présidente des Producteurs d'œufs du Canada, Martine Mercier a tour à tour assumé le poste de 2^e et 1^{re} vice-présidente de l'UPA, période au cours de laquelle elle a été responsable des dossiers liés à l'énergie.

Selon elle, les producteurs ne font pas le poids contre les promoteurs s'ils agissent seuls. « Ce ne sont pas tous les producteurs qui ont les moyens d'aller chercher les contentieux pour se battre contre les grosses compagnies, explique-t-elle. En agissant collectivement, tout le monde peut tirer son épingle du jeu. »

L'ancienne vice-présidente espère que l'UPA poursuivra son travail pour faire comprendre aux promoteurs que le territoire agricole, « ce n'est pas la voie de contournement pour les projets énergétiques ». ✕



LA CHRONIQUE DE SAM TURLUPINE

J'ai eu la chance le mois dernier d'assister à une réunion des représentants de l'UPA, à ce qu'ils appellent la Journée de la rentrée. C'est une rencontre où on présente tous les dossiers sur lesquels notre Union travaille et où on discute des enjeux que ça représente pour les agriculteurs. Jacques Nantel, professeur à HEC Montréal, y donnait une conférence sur la nouvelle économie de partage dont les principaux joueurs sont les Uber, Amazon et Trivago de ce monde. Ma conclusion : l'économie de partage s'appuie sur une devise de pirate bien connue : « Prends tout ce que tu peux et garde tout pour toi! ». On est loin de l'idée que je me fais du partage.

Durant cette réunion de la rentrée, les groupes ont pu exprimer leurs coups de gueule et leurs coups de cœur des derniers mois. J'ai donc décidé de vous faire part des miens.

COUPS DE GUEULE

LA LONGUE ASCENSION!

Le ministre a enfin annoncé son grand Sommet sur l'alimentation qui sera précédé d'une longue ascension. Après trois rencontres de préparation, chacune bien compartimentée (consommateurs, transformateurs-distributeurs et producteurs), le sommet sera atteint dans 14 mois. La rencontre qualifiée de sommet, qui réunira tous les intervenants du secteur, est en effet prévue en novembre 2017. Au final, on aura des nouvelles de tout ça dans 18 mois, soit au printemps 2018, moment où le ministre proposera sa politique alimentaire. Une seule question demeure : pourquoi tout ce temps? C'est quand même pas au sommet de l'Everest que s'en va cette expédition!

BERNIER EN TROIS ACTES!

Maxime Bernier nous a joué toute une pièce de théâtre cette année! Une pièce en trois actes respectant les règles de l'art. En septembre 2015, en pleine campagne électorale, s'adressant aux producteurs, il s'engageait à défendre les piliers de la gestion de l'offre, un engagement de longue date de son parti, disait-il. À l'été 2016, annonçant son intention de se présenter comme chef du Parti conservateur, il s'est engagé à abolir la gestion de l'offre! Tout dernièrement, en pleine course à la chefferie, il déclarait qu'une fois élu premier ministre, il mettrait fin au plan conjoint dans le sirop d'érable! Notre plan conjoint, faut-il le rappeler, s'inscrit dans la Loi québécoise sur la mise en marché des produits agricoles. Après ça, on se demande pourquoi la population éprouve un certain cynisme envers les politiciens. Comme on dit, certains vendraient père et mère pour gagner une élection!

L'INSTITUT DÉMAGOGIQUE DE MONTRÉAL

Dans une récente étude de l'Institut économique de Montréal, un certain Vincent Geloso affirmait que la gestion de l'offre appauvissait des milliers de Canadiens parce qu'ils payaient les produits laitiers, les œufs et la volaille plus chers qu'aux États-Unis. L'hypothèse repose sur le fait que s'il y avait un libre marché, les Canadiens pourraient acheter ces produits

de partout et paieraient donc le même prix que les Américains. Les Producteurs de lait n'ont pas tardé à réagir, démontrant chiffres à l'appui que pour bien des denrées alimentaires, pas besoin d'être sous gestion de l'offre pour les payer plus cher qu'aux États-Unis. Dans les faits, les auteurs de l'étude ont volontairement écarté de leur analyse des éléments pourtant essentiels dans la détermination d'un prix, dont les marges de chacun des maillons de la chaîne et l'aide versée ici et de l'autre côté de la frontière. Pas très fort pour une Institution de recherche en économie.

COUPS DE CŒUR

DEUX GARS DE CONFIANCE

Comme je vous le disais plus haut, durant l'ascension vers le Sommet sur l'alimentation, il y aura trois arrêts. Deux d'entre eux ont été confiés à des gars en qui j'ai confiance pour bien prendre en compte les réalités des producteurs agricoles. Ricardo Larrivée et Claude Lafleur sont le côté rassurant de l'annonce du ministre. À suivre...

À LA RENCONTRE DE NOS CONCITOYENS

J'ai passé la fin de semaine à aider mon voisin qui participait cette année à l'événement Portes ouvertes sur les fermes du Québec. Cette journée organisée depuis 14 ans par notre Union permet aux citoyens de renouer contact avec l'agriculture. Ça m'a fait le plus grand bien pour deux raisons. D'abord les fameux consommateurs dont tout le monde parle par les temps qui courent sont près des producteurs; j'ai eu le sentiment qu'ils nous appuyaient. Enfin, j'étais fier d'être là pour accueillir tout ce monde (on a eu plus 1 500 visiteurs), fier de ce grand événement annuel que l'UPA a créé pour rapprocher producteurs et consommateurs.



LE TRAIT D'UNION

UN AUTOMNE QUI S'ANNONCE CHARGÉ

Bien ancrée dans nos traditions, la Journée de la rentrée est organisée chaque année par l'Union. Les dirigeants de celle-ci ainsi que ceux des 12 fédérations régionales et des 27 groupes spécialisés s'y réunissent en vue de préparer les travaux d'automne. Ainsi, le 25 août dernier, plus de 150 personnes étaient au rendez-vous au Centre des congrès de Lévis pour faire le point sur les défis agroalimentaires de l'heure et convenir des priorités d'action des prochains mois. Cette rencontre a aussi permis d'aborder plusieurs autres dossiers d'intérêt, dont le Plan de développement de l'Union, et de passer en revue les principaux gains et réalisations de l'Union depuis la dernière année. On peut d'ailleurs consulter ce bilan de l'Union hiver-printemps 2016 à l'adresse suivante <https://bit.ly/gains2016> ou dans l'édition du 7 septembre de *La Terre de chez nous*.



LES PRIORITÉS DE L'UNION

Parmi les dossiers qui mobiliseront nos énergies au cours des prochains mois et qui nécessiteront des gestes concrets de la part de nos gouvernements, on retrouve, sans grande surprise, la sécurité du revenu, la fiscalité foncière agricole et la mise en place d'une stratégie agroalimentaire québécoise. En effet, malgré un énoncé d'intention dans le dernier budget du gouvernement du Québec, une telle stratégie se fait toujours attendre. D'autres sujets touchant la main-d'œuvre, l'environnement, le renouvellement du cadre stratégique agricole canadien et, bien entendu, la question du lait diafiltré sont aussi dans notre ligne de mire.

Le président de l'Union, Marcel Groleau, a profité de la journée de la rentrée pour réitérer un message clair aux gouvernements du Québec et du Canada : l'avenir de l'agriculture de chez nous dépend du soutien accordé aux producteurs d'ici, qui se doit d'être équivalent à celui dont bénéficient les producteurs européens ou américains. Il faut bouger maintenant, investir davantage dans l'agriculture et régler les nombreux irritants qui empêchent notre agriculture de véritablement prospérer. ✕



VERS UN PLAN DE DÉVELOPPEMENT 2017-2022

Tous les cinq ans, l'Union entreprend un important exercice de planification stratégique, lequel détermine les grandes orientations de l'organisation, les axes d'intervention et les moyens mis de l'avant pour atteindre les objectifs fixés. Le plan de développement de l'Union 2017-2022 sera adopté au Congrès de novembre prochain. Ce plan quinquennal repose avant tout sur une vision d'avenir de l'agriculture, vision que l'on souhaite la plus rassembleuse possible. Ainsi, pour les cinq prochaines années, les aspirations portées par l'Union se retrouveront à l'intérieur d'une vision en 4D :

Développement : réunir les conditions nécessaires au développement des entreprises;

Demande : contribuer à la satisfaction d'une demande alimentaire croissante et faire des produits d'ici le premier choix des Québécois;

Durabilité : faire reconnaître l'apport de l'agriculture et de la forêt privée au développement durable du Québec;

Devenir : maintenir un nombre élevé d'entreprises agricoles partout sur le territoire grâce à des établissements réussis.

LE POINT DE VUE DES PRODUCTEURS

Dans le but d'alimenter la réflexion et de s'assurer que les priorités identifiées dans le plan correspondent à celles des producteurs sur le terrain, l'Union a mené cet été un sondage auprès de 400 agriculteurs afin de connaître leurs préoccupations ainsi que leur perception quant à l'avenir de l'agriculture du Québec. Voici ce qui s'en dégage.

Qu'est-ce qui est le plus déterminant pour l'avenir de l'agriculture au Québec?

L'achat local : 40 % des producteurs indiquent qu'il faut faire en sorte que les produits d'ici soient le premier choix des Québécois.

Quelle est la plus grande menace pour l'agriculture du Québec?

- › Le désengagement de l'État pour 31 % des producteurs;
- › L'ouverture des marchés pour 26 % des producteurs;
- › L'achat des terres par des fonds d'investissement privés pour 17 % des producteurs.

Quelles devraient être les priorités de l'Union?

Les producteurs appuient dans une très forte majorité (de 83 % à 96 %) les 10 priorités identifiées par l'Union, qui sont :

- › Valoriser la profession et l'agriculture au sein de la société;
- › Trouver de nouvelles solutions pour favoriser la relève et le transfert de ferme;
- › Maintenir les programmes de sécurité du revenu et en élargir l'accès;
- › Créer des alliances avec des partenaires stratégiques;
- › Promouvoir l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement;
- › Prendre une part active aux grands débats de société;
- › Offrir des services-conseils adaptés aux besoins des producteurs;
- › Soutenir le développement de productions émergentes;
- › Accroître le pouvoir de négociation des producteurs;
- › Protéger la gestion de l'offre et la mise en marché collective. ✕

NOURRIR L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

Le 14 septembre dernier a eu lieu le Grand rendez-vous des décideurs de « l'agroalimentaire », une journée de réflexion organisée conjointement par l'Union des producteurs agricoles, le Conseil de la transformation alimentaire du Québec (CTAQ) et l'Association des détaillants en alimentation du Québec (ADAQ). L'objectif était d'établir des consensus afin de guider le gouvernement dans la mise en œuvre de la future stratégie agroalimentaire tant réclamée par le milieu. Cet événement, qui avait pour thème « Nourrir l'économie du Québec », regroupait autour d'une même table une quinzaine d'organisations de la filière de la terre à la table.

Rappelons qu'en décembre 2015, l'UPA et le CTAQ, appuyés par Desjardins, La Coop fédérée et l'Université Laval, ont publié une déclaration commune pour une stratégie québécoise de l'agroalimentaire. Ils y unissaient leurs voix pour demander au gouvernement du Québec d'inclure notre secteur, l'agroalimentaire, dans son Plan économique.

Le rendez-vous du 14 septembre, animé par René Vézina, chroniqueur économique bien connu des médias, a suscité des échanges fructueux et a surtout permis d'identifier des points de convergence entre les attentes des différents maillons de la chaîne bioalimentaire et de proposer des mesures permettant au secteur de se développer, de demeurer compétitif et de contribuer activement à la croissance économique du Québec, tout en répondant aux attentes sociétales.

Ces discussions ont permis de jeter les bases de la future stratégie agroalimentaire, pièce maîtresse pour assurer le développement de notre secteur, dont l'importance pour l'économie du Québec n'est plus à démontrer. C'est d'ailleurs sur ce thème que portait la conférence d'ouverture de Raymond Bachand, de l'Institut du Québec. Les participants ont également pu entendre Alain Gagnon, de Desjardins Entreprises, se prononcer sur les perspectives économiques mondiales. ✕



UN OUTIL INDISPENSABLE POUR UNE MISE EN MARCHÉ PERFORMANTE

Les Producteurs de grains du Québec (PGQ), en collaboration avec l'Union des producteurs agricoles, lancent pour une deuxième année consécutive la campagne « La transparence des marchés, c'est payant! ». Cette campagne d'envergure vise à joindre tous les producteurs de grains afin de leur faire connaître les avantages d'une plus grande transparence des marchés, notamment par l'entremise du Système de recueil et de diffusion de l'information (SRDI), un système de collecte d'information sur les prix du marché local des grains.



LES PRODUCTEURS DE GRAINS APPUIENT LE PROJET D'INCITATIF FINANCIER

Pour encourager l'utilisation du SRDI, et ainsi accroître la précision des informations diffusées, les délégués représentant les quelque 11 000 producteurs de grains du Québec, réunis en assemblée générale annuelle au printemps dernier, ont voté majoritairement pour la mise en place d'un incitatif financier alimenté par le biais d'une contribution supplémentaire de 50 ¢/tonne.

Si le projet reçoit l'aval de la Régie des marchés agricoles, les producteurs qui transmettent leurs informations suivant les termes du Règlement sur la transmission des renseignements recevront minimalement un montant équivalent à la contribution supplémentaire. En effet, tout surplus accumulé dans le fonds spécial sera réparti annuellement parmi les producteurs ayant respecté les modalités du règlement pour au moins 60 % de leur volume commercialisé. La totalité des sommes perçues dans le cadre de ce nouveau projet sera de ce fait distribuée parmi les participants au SRDI. ✕

« Les producteurs de grains avaient déjà fortement renouvelé leur appui au SRDI en 2015. En 2016, ils ont voté de façon clairement majoritaire pour qu'un coup de pouce financier soit alloué à ceux qui utilisent le SRDI. L'exercice démocratique réalisé par les producteurs de grains est sans équivoque et il ne fait aucun doute que cet outil répond à un besoin fondamental pour les producteurs, mais aussi pour différents intervenants du secteur des grains au Québec. »

— Christian Overbeek, président,
Producteurs de grains du Québec



DES PARTENARIATS QUI VALORISENT L'AGRICULTURE

Valoriser la profession d'agriculteur et l'agriculture auprès de la population québécoise constitue l'un des défis que s'est lancés l'Union depuis déjà plusieurs années. Pour y arriver, l'activité des Portes ouvertes de l'Union constitue la pièce maîtresse de notre stratégie. Toutefois, tout au long de l'année, l'organisation identifie des activités qu'elle juge pertinentes pour atteindre cet objectif. Coup d'œil sur quelques-uns de nos partenariats estivaux.

L'AMOUR EST DANS LE PRÉ ET L'UPA : UN « MATCH » PARFAIT !

Qui n'a jamais entendu parler de l'émission *L'Amour est dans le pré*, cette télé-réalité agricole des plus populaires qui permet d'entrer dans le quotidien de jeunes agriculteurs et de suivre semaine après semaine leur recherche de l'âme sœur? L'Union est particulièrement fière d'y être associée depuis trois saisons déjà et de soutenir une émission qui offre une vision de l'agriculture actuelle, permettant de dissiper les préjugés folkloriques.

Avec un auditoire moyen qui fracasse le million de téléspectateurs chaque semaine, plus de 700 000 pages vues sur le blogue de V et plus de 560 000 engagements sur la page Facebook de l'émission, nul doute que ce partenariat offre une visibilité de choix à l'Union. D'autant plus que l'animatrice Marie-Eve Janvier, aussi porte-parole des Portes ouvertes de l'Union, vient renforcer cette association gagnante.

Ce printemps, l'Union a présenté un nouveau concours dans le cadre de l'émission, *Une journée à la ferme*, où les téléspectateurs avaient la chance de vivre une journée à la ferme de l'un des cinq agriculteurs vedettes. Un concours qui s'est lui aussi avéré des plus populaires, générant pas moins de 5 000 inscriptions. Le 20 août dernier, une famille chanceuse a pu passer une journée en Montérégie et participer aux tâches quotidiennes à la ferme du candidat Alexandre C., producteur de lait et de poulets. L'UPA et V, diffuseur de l'émission, sont heureux d'avoir pu faire vivre une telle journée à des fans de l'émission. Une capsule vidéo a même été tournée pour l'occasion. En terminant, bonne nouvelle, l'Union sera à nouveau partenaire de la prochaine saison. C'est donc un rendez-vous en janvier 2017! ✕



La famille chanceuse qui a remporté le concours de l'UPA *Une journée à la ferme*, avec le candidat Alexandre C., producteur de lait et de poulets, en Montérégie.

LA SEMAINE QUÉBÉCOISE DES MARCHÉS PUBLICS

Du 12 au 21 août derniers s'est déroulée la 8^e édition de la Semaine québécoise des Marchés publics de l'Association des marchés publics du Québec (AMPQ), un autre partenariat de choix que l'Union soutient depuis ses débuts. Cette année, c'est la famille Gadbois, de la Fruiterie des Gadbois de Rougemont, qui a accepté avec grande fierté d'être porte-parole de l'activité. Lors de cette semaine, plus de 120 activités promotionnelles ont été organisées un peu partout au Québec dans les 55 marchés publics participants. Une série de cinq capsules vidéo ayant pour thème « De la terre à la table » ont aussi été produites et diffusées sur les médias sociaux. Celles-ci mettent à l'honneur un volet du parcours des aliments et offrent une vitrine de choix au travail des producteurs. Toute cette campagne a porté ses fruits, générant plus de 114 000 visites sur la page Facebook de l'AMPQ et confirmant encore une fois l'engouement des consommateurs pour les marchés publics et l'achat local. On peut visionner ces capsules sur la page Facebook de l'AMPQ. ✕



LE GRAND DÉFI PIERRE LAVOIE, POUR DE SAINES HABITUDES DE VIE

Pour une première année, l'Union a développé un partenariat avec Le Grand défi Pierre Lavoie afin de mettre de l'avant la participation des producteurs agricoles du Québec au mouvement de saines habitudes de vie. Ainsi, les 16, 17, 18 et 19 juin derniers, les 8 000 cyclistes de La Boucle ainsi que les 200 équipes participant au 1 000 km ont pu déguster des produits du Québec à la fin de leur parcours. Des paniers garnis de pommes, de fraises, de canneberges, de tomates, de poivrons et de produits d'érable les attendaient à leur arrivée avec un message des producteurs agricoles du Québec les invitant à se servir. Une belle attention appréciée de tous, surtout après l'effort! L'Union tient d'ailleurs à remercier tous les partenaires qui ont rendu possible ce partenariat santé. ✕



VOS AGRICULTEURS.TV

La série www.vosagriculteurs.tv de l'Union permet aux consommateurs de découvrir les dessous de la profession d'agriculteur et certains aspects moins connus de l'agriculture. Chaque mois, à travers une courte vidéo, on peut ainsi faire connaissance avec une famille agricole vedette. Cet été, deux familles ont été rencontrées : faites leur connaissance! ✕



La Famille Blanchard, de la Ferme Agneaux des champs, à l'Épiphanie dans Lanaudière.



La Famille Cantin, de la Pisciculture des Monts, à Saint-Damien-de-Buckland en Chaudière-Appalaches.

Vidéos réalisées avec le soutien de Financement agricole Canada.

L'UNION Y ÉTAIT...

Toujours soucieux de faire rayonner l'organisation auprès de différents acteurs de la société civile et de mieux faire comprendre une réalité agricole souvent méconnue, le président de l'Union, Marcel Groleau, a participé au cours des derniers mois à différentes tribunes d'intérêt. Voici en bref un résumé de ces diverses représentations.

Sommet sur les infrastructures naturelles du grand Montréal (première édition), organisé par la Fondation David Suzuki et la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), les 16 et 17 juin derniers. Ce sommet a attiré plus de 200 participants surtout issus des milieux environnementaux. Agissant comme panelliste, le président de l'Union a abordé les différents enjeux auxquels les producteurs sont confrontés lorsqu'il est question de protection des milieux humides, des boisés et des cours d'eau situés en zone agricole.

Conférence de Montréal « Construire une nouvelle ère de prospérité », organisée par le Forum économique international des Amériques, une tribune d'affaires d'envergure qui se tenait du 13 au 16 juin dernier. Quelque 4 500 décideurs ont participé à l'une des activités. À titre de conférencier, le président de l'Union s'est prononcé sur les conditions gagnantes permettant l'implantation d'innovation technologique en agriculture.

Événement Les Affaires, conférence Solutions Alimentation, organisée par le journal Les Affaires, rejoignant les leaders de l'industrie agroalimentaire du Québec, le 31 mai dernier. Le président de l'Union est venu y expliquer, en collaboration avec le Conseil de la transformation alimentaire du Québec, les raisons justifiant la nécessité de se doter d'une Stratégie québécoise de l'agroalimentaire.

Forum régional de l'Eastern Regional Conference of the Council of State Governments, organisé en collaboration avec l'Assemblée nationale du Québec, sous le thème « Enjeux globaux, solutions régionales ». Du 7 au 10 août, cet événement a réuni près de 550 délégués américains et canadiens. Il s'agit de la plus grande assemblée des représentants de l'État et des provinces de l'est du Canada et des États-Unis. L'allocation du président de l'Union avait pour but de présenter un portrait de l'agriculture du Québec et de ses principaux enjeux. ✕



Lors du Sommet sur les infrastructures naturelles du grand Montréal, Karel Mayrand de la Fondation David Suzuki, le maire de Montréal, Denis Coderre, et Marcel Groleau, président de l'UPA.

COUP DE CHAPEAU



GASPÉSIE-LES ÎLES

ALCIDE PROULX REÇOIT UNE MENTION HONORIFIQUE

L'éleveur de bovins et producteur maraîcher de Cap-d'Espoir, Alcide Proulx, a reçu, au début de l'été, la mention honorifique du lieutenant-gouverneur du Québec pour son engagement bénévole au sein de sa communauté. Actif depuis plus d'une dizaine d'années comme administrateur et président du Syndicat de l'UPA de Rocher-Percé, Alcide Proulx a également œuvré auprès de plusieurs associations de personnes handicapées, dont Joie de vivre. Après avoir assuré la présidence de la Fabrique de la paroisse de Saint-Joseph de Cap-d'Espoir pendant six ans, il en est maintenant le vice-président. Il est aussi très actif au Club des 50 ans et plus et est trésorier de l'Association québécoise des retraités des secteurs public et parapublic. ✕



© Geneviève Gélinas

LE MEILLEUR
BEURRE D'ÉRABLE AU MONDE!

ESTRIE

LES DOUCEURS DE L'ÉRABLE BRIEN GAGNENT UN PRIX INTERNATIONAL

Richard Brien et ses employés, de la Ferme Brien & Fils à Sainte-Anne-de-la-Rochelle, ont appris, ce printemps, qu'ils fabriquaient le meilleur beurre d'érable au monde. Le délicieux produit commercialisé sous la marque Les douceurs de l'érable Brien a en effet remporté deux étoiles d'or à l'Award du goût supérieur, organisé par l'Institut international du goût et de la qualité établi en Belgique, un organisme mondialement reconnu qui a pour mission de tester et de promouvoir les produits alimentaires et les boissons. Cela démontre que les produits locaux peuvent être appréciés partout à l'étranger. ✕



UNE CHRONIQUE AGRICOLE PRIMÉE PAR L'AMECQ

En collaboration avec la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches dont il est le 1^{er} vice-président, James Allen signe depuis plusieurs années une chronique mensuelle sur l'agriculture et la cohabitation dans *Le Tour des Ponts*, le journal municipal de Saint-Anselme, où il réside. Son texte publié en 2015 et intitulé *Qu'est-ce que la gestion de l'offre?* a obtenu la 2^e place au concours 2016 de l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ), qui regroupe 87 journaux actifs dans toutes les régions du Québec. Ce prix et d'autres remportés par *Le Tour des Ponts* ont permis à ce journal d'arriver en 3^e position parmi les meilleurs médias écrits communautaires de l'année. ✕



LA FONDATION DE L'UPA REMET TROIS BOURSES D'ÉTUDES

La Fondation de l'UPA du Saguenay-Lac-Saint-Jean a décerné, en juin, des bourses d'études de 200 \$ chacune à trois finissants du Centre de formation professionnelle de la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean à Alma. Josée Paul, Éric Gaudreault et Nicolas Martel, qui viennent d'obtenir leur diplôme d'études professionnelles en production animale, se sont en effet démarqués pour l'excellence de leur dossier académique, leur persévérance scolaire, leur comportement respectueux et leur attitude positive en classe. Une belle carrière les attend en agriculture. ✕

22 280 \$ AMASSÉS AU PROFIT DE L'ACFA

Le 11 août dernier avait lieu la 4^e édition du tournoi de golf annuel au bénéfice de l'organisme Au cœur des familles agricoles (ACFA), sous la présidence d'honneur de Marcel Groleau. Près de 200 personnes ont répondu à l'appel, contribuant ainsi au succès de l'événement. Depuis sa fondation, l'ACFA offre du répit et du soutien aux agriculteurs et agricultrices qui traversent des périodes difficiles sur le plan psychologique. Plus de 28 000 \$ ont été amassés lors de ce tournoi. Merci à tous! ✕



FERME CHAMLAB REMPORTE LE JARRET ENTREPRISE AGRICOLE 2016

La Ferme Chamlab, de Saint-Côme, a remporté le Jarret Entreprise agricole au Gala de l'entreprise beauceronne, qui a eu lieu ce printemps à Saint-Georges. L'événement honore chaque année les exploitations de la MRC de Beauce-Sartigan, qui se démarquent dans leur secteur d'activité. La Ferme Chamlab a été fondée en 1981 par Maurice Champagne et Berthe Labbé sur la terre familiale, à Saint-Côme. En 1999, à l'âge de 16 ans, leur fils Alain s'est joint à l'entreprise. L'année suivante, M. Champagne a reçu un diagnostic médical qui a poussé Alain à prendre les rênes de la ferme avec sa mère.

Délaissant progressivement l'élevage bovin pour la production laitière, la ferme est passée de 13 kg/j en 1999 à 80 kg/j aujourd'hui. Elle se classe parmi les exploitations robotisées les plus productives du Québec. ✕



Berthe Labbé et son fils Alain Champagne, de la Ferme Chamlab, lauréate du Jarret Entreprise agricole 2016.

Chamlab se classe parmi les exploitations robotisées les plus productives du Québec.



LES RÉGIONS EN ACTION

MOBILISÉS, MÊME EN ÉTÉ

Même si la saison estivale laisse peu de temps aux activités syndicales, plusieurs régions n'ont pas hésité à saisir des opportunités pour remettre les dossiers chauds sur la place publique ou rencontrer des élus. Voici un tour d'horizon des plus intéressants.

LE LAIT ET LA GESTION DE L'OFFRE, TOUJOUR SUR LA SELLETTE

UNE PRÉSENCE BIEN VISIBLE AU CAUCUS LIBÉRAL

Plus de 200 producteurs de lait de la région se sont réunis à Saguenay le 25 août dernier pour accueillir les 180 députés et ministres du caucus québécois du Parti libéral du Canada. Accompagnés d'une vingtaine de tracteurs ceinturant l'hôtel Delta où se tenait la rencontre, les producteurs de lait, pancarte à la main, n'ont pas manqué de dénoncer l'inaction du gouvernement fédéral et d'exiger des gestes concrets du ministre de l'Agriculture, Lawrence MacAulay, et du premier ministre Justin Trudeau dans le dossier du lait diafiltré. Le président des Producteurs de lait du Saguenay, Daniel Côté, a réussi à organiser une visite à sa ferme avec le ministre MacAulay, ce qui lui a donné l'occasion de réitérer les attentes des producteurs dans un contexte agricole laitier des plus concrets. L'événement a généré une grande couverture médiatique, remettant le dossier du lait diafiltré dans l'actualité. ✕

SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

DU LAIT 100 % CANADIEN POUR LA FÊTE DU CANADA

Des producteurs de lait de la Chaudière-Appalaches ont profité des festivités de la fête du Canada pour rencontrer deux députés conservateurs, Maxime Bernier (Beauce) et Jacques Gourde (Lévis-Lotbinière). Les producteurs ont remis des berlingots de lait au chocolat 100 % canadien aux deux députés ainsi qu'aux enfants sur place. Cette démonstration a vite été reprise dans les médias, suscitant une bonne couverture de presse. Le but était de passer un message clair concernant la gestion de l'offre et son importance pour la pérennité des entreprises laitières de la région. Mentionnons qu'à titre de candidat à la chefferie du Parti conservateur, M. Bernier ne propose rien de moins que l'abolition la gestion de l'offre et que M. Gourde est son coprésident de campagne. ✕

CHAUDIÈRE-APPALACHES



GASPÉSIE-LES ÎLES

UNE RENCONTRE BIEN CIBLÉE

De leur côté, les Producteurs de lait de la Gaspésie-Les Îles ont rencontré le 3 août dernier Diane Lebouthillier, ministre du Revenu national et députée de la circonscription de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine pour discuter de la transparence dans le contrôle des importations, des investissements dans la modernisation des infrastructures de transformation et du dossier du lait diafiltré. Les Producteurs de lait en ont aussi profité pour lui demander son appui afin d'exclure les produits sous gestion de l'offre du programme de report des droits de douane et d'indemniser les producteurs pour les pertes de marchés encourues par les ententes commerciales. À suivre... ✕

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

UNE VISITE ATTENDUE

Une rencontre a également eu lieu le 12 août en Abitibi-Témiscamingue entre le secrétaire parlementaire du ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, Jean-Claude Poissant, et les représentants de la Fédération de l'UPA d'Abitibi-Témiscamingue, Sylvain Vachon, Stanislas Gachet et Gabriel Rancourt. La sécurité du revenu et le lait diafiltré étaient les principaux points à l'ordre du jour de cet entretien. Cette rencontre s'est tenue en marge des activités de lancement de la Foire gourmande de l'Abitibi-Témiscamingue à Ville-Marie, auxquelles M. Poissant a participé. ✕

CHAUDIÈRE-APPALACHES

UNE TOURNÉE MÉDIATIQUE INNOVATRICE

Tout au long de l'été, la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches, en collaboration avec ses syndicats locaux, a tenu une série de conférences de presse dans chaque MRC de la région sur divers sujets reliés aux revendications de l'Union. Une formule innovatrice et dynamique où l'on a parlé d'agriculture et remis plusieurs enjeux d'importance dans l'actualité sur tout le territoire. En tout, 10 rencontres de presse ont été organisées. Cette tournée a permis de faire connaître à la population le point de vue des agriculteurs sur plusieurs dossiers pour lesquels ils jugent insatisfaisantes les décisions et les orientations prises par le ministre de l'Agriculture, Pierre Paradis. Ces rencontres ont généré des dizaines d'articles et des demandes d'entrevues. Pour en savoir plus et même visionner des extraits vidéo de ces conférences, on peut parcourir la page Facebook de la Fédération ou sa chaîne YouTube. ✕

Coup d'œil sur la tournée

Dossier abordé	Lieu de la conférence
Accaparement des terres	Ferme Belflamme (entreprise laitière), Saint-Anselme, MRC de Bellechasse
Rapport Gagné et production acéricole	Érablière Chouinard, Sainte-Perpétue, MRC de L'Islet
Sécurité du revenu	Bureau de la MRC de La Nouvelle-Beauce
Taxation foncière	Ferme François & Lise Méthot (entreprise maraîchère), Lévis, MRC de Lévis
Relève agricole et rapport Pronovost	Ferme J.P. Poulin & Fils, (entreprise laitière) de Saint-Georges, MRC Beauce-Sartigan
Sécurité du revenu (secteur des grains)	Forfaits Marco, producteur de grains, Sainte-Croix, MRC de Lotbinière
Rapport Gagné et production acéricole	Villa des Érables, entreprise acéricole de Saint-Magloire, MRC des Etchemins
Appui aux groupes agricoles et fin du programme Casino	Marché public de Montmagny [MRC de Montmagny]
Avenir de la production bovine	Ferme G.M. Turgeon, Disraeli, MRC des Appalaches
Mise en marché collective	Ferme Davico, exploitation laitière de Saint-Joseph-de-Beauce, MRC Robert-Cliche

MONTÉRÉGIE

UNE PÉTITION DE 4 350 NOMS POUR LA SÉCURITÉ DU REVENU

En conférence de presse le 27 juillet dernier sur le site de l'Expo agricole de Saint-Hyacinthe, Alain Laflamme, accompagné d'un groupe de producteurs de la Montérégie, a déposé au gouvernement une pétition de 4 350 signataires, réclamant des programmes de sécurité du revenu adaptés à la réalité. À la suite de la décision de La Financière agricole du Québec en juin dernier d'abolir l'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) dans le soya, le maïs et les pommes de terre, les producteurs ont exigé du gouvernement la mise en place d'un véritable filet de sécurité du revenu afin d'assurer la pérennité de l'agriculture au Québec, et ce, quel que soit le secteur de production visé. Pour l'occasion, Marcel Groleau, président de l'UPA, Christian St-Jacques, président de la Fédération de l'UPA de la Montérégie, et Alain Laflamme, producteur à l'origine du mouvement, se sont adressés aux médias présents. ✕



À LA RENCONTRE DES PRODUCTEURS

Dans le cadre du projet de modernisation de l'Union amorcé en 2014, ses administrateurs et administratrices se sont donné comme objectif de rencontrer, de façon personnalisée, les quelque 28 276 propriétaires de ferme, dans toutes les régions du Québec, et ce, en plus ou moins deux ans.

Pourquoi une telle démarche? D'abord pour que les représentants de l'Union demeurent près de leur monde et qu'ils comprennent les besoins des producteurs en les écoutant et en les consultant sur les dossiers qui les touchent. Par le biais de ces rencontres, nous souhaitons établir une communication plus fluide et maintenir des liens plus étroits de sorte que les agriculteurs puissent donner un « visage » à l'organisation. Ces visites permettent aussi de mettre à jour les dossiers des producteurs et notre base de données.

UN BILAN DE MI-PARCOURS IMPRESSIONNANT!

À la rencontre des producteurs constitue une démarche ambitieuse, dont la responsabilité a été confiée à tous les syndicats locaux des fédérations régionales. Chacun d'eux a établi son plan de match pour rejoindre le plus efficacement possible ses producteurs, soit par des rencontres individuelles, l'organisation de brunchs, d'activités d'information, d'assemblées de cuisine, de journées à la ferme, etc.

Malgré l'ampleur de la tâche, les administrateurs des syndicats locaux comprennent combien elle est essentielle; tous mettent la main à la pâte. À preuve, en moins de deux ans

d'actions sur le terrain, plus de la moitié des producteurs ont été rencontrés, soit au-delà de 14 500 agriculteurs et agricultrices. Un travail colossal!

Comme l'opération se poursuit, ne vous surprenez pas de recevoir un coup de fil ou une correspondance de votre syndicat local qui demande à vous rencontrer. Profitez de l'occasion pour faire connaissance avec l'un de vos représentants de l'Union, discuter de vos préoccupations ou partager des informations sur les dossiers qui vous tiennent à cœur. Nous sommes à votre écoute! ✕

VOUS N'AVEZ PAS ENCORE ÉTÉ CONTACTÉ?

Il est possible que vous n'ayez pas encore eu de nouvelles de votre syndicat. Si c'est le cas, pourquoi ne pas prendre les devants et entrer en contact avec celui-ci? Comment faire? Rien de plus facile. Vous n'avez qu'à communiquer avec votre fédération régionale pour obtenir le nom du responsable de votre syndicat local et ses coordonnées. ✕

« Je vais être franc avec vous. Dans Lanaudière, au départ, le projet À la rencontre des producteurs n'avait pas suscité beaucoup d'intérêt et pourtant, cette opération est d'une importance colossale pour l'Union. On est une organisation proche de notre monde et de nos producteurs et c'est dans ce sens-là qu'il faut continuer à travailler. Pour réactiver le dossier au cours des prochains mois, nos cinq syndicats locaux se sont fixé l'objectif d'avoir rejoint, d'ici le 1^{er} mars 2017, 75 % des entreprises agricoles. À ce jour, nous avons contacté ou rencontré plus de 50 % d'entre elles. On a des administrateurs qui sont motivés par le projet et on va travailler avec eux parce qu'il y a beaucoup de positif à participer à cette opération. J'invite les autres régions à demeurer motivées et solidaires dans ce projet! »

— Marcel papin, président,
Fédération de l'UPA de Lanaudière



HISTOIRES DE RENCONTRES

SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

LE SAGUENAY, CHEF DE FILE

En tête du peloton, le Syndicat local de l'UPA Fjord-du-Saguenay a rencontré 92 % de ses 325 producteurs. Voici un bilan de plusieurs mois de travail et de visites enrichissantes.

« Ce projet-là a fait en sorte qu'aujourd'hui, on connaît mieux notre monde », estime le président du Syndicat, Paul-Eugène Grenon. Dès la première année, les représentants de son syndicat ont rejoint la moitié des agriculteurs du territoire. La deuxième année, l'objectif était clair : avoir rencontré tout notre monde. Au fil des mois, le président mentionne avoir discuté avec une grande majorité de producteurs satisfaits. « Les gens étaient contents de nous voir. Ils avaient tous beaucoup de choses à nous dire et c'était l'occasion idéale pour eux de le faire », dit-il.

DES PRODUCTEURS INSPIRANTS

Grâce au projet À la rencontre des producteurs, Paul-Eugène Grenon a fait la connaissance de plusieurs jeunes motivés. « On a rencontré la jeunesse, celle qui est encore remplie d'espoir », souligne-t-il, visiblement fier. Les administrateurs du Syndicat ont également dû soutenir des producteurs qui ont des défis particuliers à surmonter au quotidien. Paul-Eugène Grenon se souvient entre autres d'un agriculteur en situation de handicap, qui cherchait à savoir comment l'UPA pouvait l'aider. « On a eu de belles discussions », mentionne M. Grenon. Ce producteur de bleuets, voit aujourd'hui d'un autre œil les problématiques que vivent ses collègues de toutes les productions. ✕

CHAUDIÈRE-APPALACHES

DES JEUNES MOTIVÉS

« J'ai rencontré des producteurs de 20, 30 et 40 ans, qui partagent tous un lien solide : la fierté d'être agriculteur. » C'est en ces mots que le président des Producteurs de lait de Chaudière-Appalaches-Nord, Jean-François Morin, raconte son expérience du projet À la rencontre des producteurs. Le président a été particulièrement touché par la relève. « J'ai rencontré un jeune qui venait de reprendre la ferme laitière familiale. Il était très attentif et il a noté les adresses Internet et les renseignements que je lui ai transmis, se souvient-il. Les jeunes croient en l'UPA, mais ils ne savent pas toujours où aller pour s'informer et s'impliquer. » C'est pourquoi Jean-François Morin a donné son numéro de téléphone aux 55 agriculteurs qu'il a rencontrés, en leur assurant qu'il pouvait répondre à leurs interrogations.

Selon le président, grâce à ces rencontres, les producteurs sont en mesure de mettre un « visage » sur leur syndicat. Et pour le Syndicat et ses administrateurs, c'est l'occasion de bien saisir les préoccupations des gens sur le terrain, dans tous les secteurs. « L'UPA, c'est nous tous. Tout ce qu'on a réalisé par le passé a été le résultat d'un travail collectif », affirme-t-il fièrement. Son syndicat a rencontré 60 % des 500 entreprises agricoles établies sur son territoire. ✕



MONTÉRÉGIE

AUTOUR D'UN CAFÉ

Dans le cadre du projet À la rencontre des producteurs, Noëlla Bergeron, administratrice au Syndicat de l'UPA de la rivière Noire en Montérégie, a ouvert ses portes aux agriculteurs de sa municipalité. Autour d'un café, elle a discuté d'agriculture et de syndicalisme, mais aussi de relève et de famille, de défis quotidiens et de projets d'avenir.

Noëlla Bergeron, productrice de grandes cultures, est administratrice de son syndicat depuis deux ans. Lorsqu'elle s'est vu remettre une liste de 42 producteurs d'Acton Vale à rencontrer, elle espérait relever le défi en trois mois, durant l'hiver. « En les appelant pour prendre rendez-vous, ils m'ont presque tous demandé s'ils pouvaient venir chez moi à la place, raconte Mme Bergeron, qui a été surprise, mais enchantée par la réponse des producteurs. Les discussions ont porté sur plusieurs sujets et j'ai même passé tout l'après-midi avec certains d'entre eux. » Ces rencontres amicales se sont succédé rapidement. Si rapidement que la productrice connaissait tout le monde sur sa liste en seulement trois semaines. Noëlla Bergeron a dû investir beaucoup de temps dans ces rencontres, mais elle assure que « ce n'était pas tellement difficile » et que « ça en valait la peine ».

LES PRODUCTEURS SATISFAITS

Le président du Syndicat, Claude Lapointe, s'est dit satisfait de la démarche de Noëlla Bergeron. « C'est une personne bien connue dans la région. Elle est accueillante, affirme-t-il. Les producteurs ont aimé discuter avec elle et ils ont vu qu'on pouvait répondre à leurs questions et aller chercher de l'information sur tous les sujets qui les préoccupent. » Le Syndicat a rencontré près de la moitié des producteurs de son secteur. La majorité d'entre eux se sont montrés inquiets quant à la taxation municipale et à l'accaparement des terres. ✕

« Nous sommes à l'aube de la mise en place d'un plan de développement de l'Union, qui sera adopté au prochain congrès et qui établira ses orientations pour les cinq prochaines années, d'où l'importance stratégique de compléter l'exercice de rencontrer tous les producteurs agricoles. C'est un défi que nous saurons relever, car nous sommes prêts à retrousser nos manches pour assumer nos responsabilités d'administrateurs. La force de l'Union, c'est sa capacité de bien représenter ses membres. »

— Jacynthe Gagnon, présidente, Fédération de l'UPA de la Capitale-Nationale-Côte-Nord



PRÊT À S'IMPLIQUER

Lorsque le Syndicat de l'UPA Laurentides-Pays-d'en-Haut a amorcé ses rencontres de producteurs, personne ne s'attendait à éveiller chez certains agriculteurs le désir de s'impliquer. Et pourtant, c'est ce qui s'est passé.

« Il y a un an, j'étais au congrès de secteur avec une vingtaine de collègues. Il y avait entre autres un producteur qui nous a dit avoir décidé de s'impliquer après avoir rencontré le président de son syndicat local. Ça nous a tous confirmé que la démarche À la rencontre des producteurs est vraiment importante », explique le directeur régional de la Fédération de l'UPA d'Outaouais-Laurentides, René Ledoux. Le producteur en question avait déjà eu un contact avec l'UPA il y a de cela plusieurs années, mais il avait été plutôt déçu. Sa rencontre avec son président local a complètement changé sa perception. « Ils ont développé une bonne complicité et François Handfield, le président, l'a invité à participer aux activités syndicales », mentionne M. Ledoux.

Chose promise, chose due. Le producteur a décidé de s'impliquer davantage. « Il nous a dit : "Il y a quelqu'un ici qui a eu la gentillesse de se déplacer et de venir me voir chez moi pour m'expliquer les enjeux agricoles. Je veux rendre la pareille" », se souvient René Ledoux. Selon le directeur régional, cette anecdote illustre l'intérêt des producteurs de connaître leurs représentants régionaux.

« Grâce à cette démarche-là, il y a une réelle proximité qui se développe entre les membres et leurs élus. C'est un retour aux sources et, ça, c'est winner », dit-il. ✕

UN PROBLÈME RÉSOLU

Pendant plusieurs années, les tarifs d'électricité ont causé bien des maux de tête à Chantal Guimond, propriétaire de l'Érablière CGG à Saint-Charles-Garnier, près de Rimouski, avec son conjoint Gaétan Garon. Lorsqu'elle a branché ses installations à l'électricité en 2011, elle ne se doutait pas qu'on lui ferait payer un tarif supérieur à celui auquel elle avait droit. Son remède? Une rencontre avec le président de son syndicat local.

Après avoir tenté de régler son problème de tarification avec Hydro-Québec, elle a rapidement été submergée par la bureaucratie. Finalement, sa demande s'est perdue dans les dédales administratifs et est tombée dans l'oubli.

Dans le cadre de la démarche À la rencontre des producteurs, le président du Syndicat de l'UPA de La Mitis, Yannick Côté, l'a contactée. « Elle m'a parlé de son problème de tarif d'électricité. Je lui ai dit que je m'engageais à faire un suivi. Je l'ai référée aux bonnes personnes à l'UPA. Un mois plus tard, c'était réglé! » lance M. Côté.

À la suite des démarches de l'UPA, Hydro-Québec a appliqué un crédit rétroactif à partir du jour où la productrice avait fait sa requête initiale, soit en 2013.

« Nous, on avait jeté l'éponge et finalement, M. Côté, du syndicat local de l'UPA, nous a vraiment aidés », souligne Chantal Guimond. ✕

DES RENCONTRES UTILES ET GRATIFIANTES

Au cours des derniers mois, Serge Joyal, le président du Syndicat de l'UPA de Richelieu-Yamaska, a personnellement rencontré à leur ferme une quarantaine de producteurs qui ne se présentaient habituellement pas aux réunions syndicales. Les échanges avec ceux-ci lui ont permis d'avoir un autre point de vue des dossiers agricoles et de clarifier certaines perceptions.



« Tous m'ont bien accueilli et ont été agréablement surpris de ma visite. Dès le départ, ils m'ont demandé mon opinion sur certains sujets et des nouvelles de l'agriculture. Ma visite leur a aussi permis de voir quel genre d'administrateurs les représente. » Selon M. Joyal, ces rencontres ont servi à améliorer grandement l'image du Syndicat parce qu'elles démontrent une ouverture d'esprit. « Lorsque le contact est bien établi, la suite est beaucoup plus facile. C'est sûr que ça prend du temps, mais c'est très gratifiant! » a déclaré le président. Les autres administrateurs du Syndicat ont aussi visité des producteurs. Grâce à cet effort collectif, le nombre d'agriculteurs rencontrés est passé de 25 à 50 %. ✕

LES MASKOUTAINS SE RENDENT VISIBLES

Le Syndicat de l'UPA de la Vallée maskoutaine, en collaboration avec la relève de la région et les Agricultrices de la Montérégie-Est, a reçu plus d'une centaine de producteurs lors d'une activité familiale le 12 juin dernier à la Ferme Équinoxe, de Saint-Pie-de-Bagot. Pour l'occasion, les administrateurs portaient tous fièrement un chandail vert arborant le logo de leur syndicat. Ces chandails verts leur ont permis d'être bien visibles et de pouvoir ainsi répondre aux questions des invités en allant à la rencontre des producteurs.

Pour mettre une couleur locale à cette journée, les administrateurs ont eu l'idée d'offrir aux invités des bouchées de toutes sortes, faites à partir de produits locaux. Une initiative bien pensée qui a permis à tous de constater l'étendue de la diversité agricole de leur région tout en démontrant bien concrètement que le Syndicat représente tous les types de productions, de toutes les tailles.

Lors de cette journée, la commissaire au développement agricole et agroalimentaire à la MRC des Maskoutains, Pascale Tremblay, est également venue présenter les enjeux agricoles et les actions développées pour accompagner le milieu agricole maskoutain. Une visite de la Ferme Équinoxe a terminé la journée. De plus, les enfants ont pu s'amuser grâce à des jeux et de l'animation. ✕



PORTES OUVERTES SUR LES FERMES DU QUÉBEC

Cette année encore, la Journée portes ouvertes sur les fermes du Québec, qui se tenait le 11 septembre dernier, s'est avérée très populaire auprès de la population québécoise. Grâce à une température des plus clémentes, l'activité a attiré plus de 144 000 personnes. Ainsi, 120 000 visiteurs se sont rendus dans l'une des 96 fermes participantes, alors que 24 000 autres se sont déplacés au Parc olympique de Montréal qui, l'instant d'une journée, s'est transformé en grande fête agricole.

Organisées par l'Union, les Portes ouvertes sont devenues au fil des ans la plus importante vitrine du savoir-faire des agricultrices et agriculteurs de chez nous. Des milliers de citoyens attendent avec impatience cette occasion de se rendre dans une ferme afin d'en connaître un peu plus sur l'agriculture et le travail des producteurs agricoles. Si les Portes ouvertes connaissent aujourd'hui une telle notoriété et suscitent encore autant d'intérêt, c'est grâce à quelques éléments qui ont permis à cette activité de grandir de si belle manière.

LA RAISON D'ÊTRE DE L'ÉVÉNEMENT

Les Portes ouvertes ont été créées en 2003 par l'Union afin de favoriser un rapprochement entre les citoyens et le monde agricole. Quatorze ans plus tard, plus de 2 millions de personnes ont participé à cette activité.

UNE FORMULE QUI ÉVOLUE

En 2012, pour souligner les 10 ans des Portes ouvertes, l'Union a bonifié l'événement en y ajoutant un volet urbain, avec la tenue d'une grande fête agricole à Montréal. Dès la première année, la réponse a été positive, puisque 34 000 Montréalais ont répondu à l'appel. Depuis, ce volet est devenu incontournable et s'avère une activité complémentaire à la visite des fermes. ✕

UN ÉVÉNEMENT AUX DEUX VISAGES :

À LA FERME

Chaque année, les Portes ouvertes offrent la chance aux citoyens de visiter une centaine de fermes, réparties dans toutes les régions du Québec. Bon an, mal an, quelque 150 000 personnes profitent avec joie de l'occasion. Certaines fermes situées près des grands centres sont si populaires qu'elles peuvent recevoir jusqu'à 6 000 visiteurs en une seule journée!

AU PARC OLYMPIQUE DE MONTRÉAL

Les Portes ouvertes offrent aussi la chance d'aller à la rencontre de l'agriculture, mais cette fois... en ville. En effet, pour rejoindre davantage la clientèle montréalaise, l'Union tient depuis cinq ans une grande fête agricole à Montréal. Un véritable circuit est installé avec des stands d'information animés par des producteurs, des animaux de ferme, un marché public et une foule d'animations. Cette année, après quatre ans au parc Jean-Drapeau, la grande fête agricole a déménagé au Parc olympique de Montréal. ✕



« Organisées par l'Union, les Portes ouvertes sont devenues au fil des ans la plus importante vitrine du savoir-faire des agricultrices et agriculteurs de chez nous. »



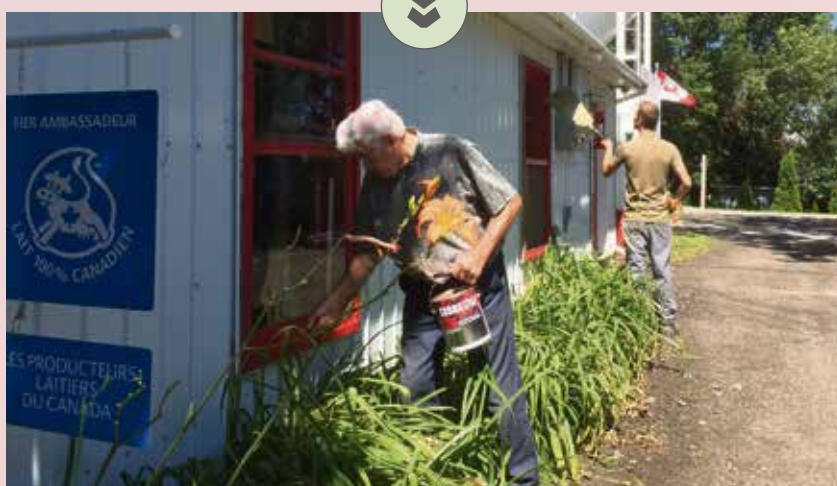
DES PRODUCTEURS HÔTES FIERS ET GÉNÉREUX

Le succès de l'événement repose avant tout sur la complicité et la générosité des producteurs hôtes qui acceptent bénévolement d'ouvrir leurs portes pour recevoir cette grande visite. Un gros merci aux producteurs, sans qui cette activité ne serait tout simplement pas possible. ✕

CAPITALE-NATIONALE—CÔTE-NORD

QUAND TOUTE LA FAMILLE MET LA MAIN À LA PÂTE - LE « MAKING OF » À LA FERME DUBUC

Participer aux Portes ouvertes exige beaucoup d'efforts de la part des producteurs hôtes. Planification, nettoyage et entretien, organisation des tâches, etc., la liste est longue. Toute la famille Dubuc a contribué à sa façon à la réussite des Portes ouvertes. Les silos, portes et fenêtres ont été repeints afin d'ajouter une petite touche actuelle. Même le grand-père de 80 ans a su « gérer » le pinceau! Samuel, relève de l'entreprise, a été le pro du ménage et a veillé à la propreté et au bien-être des vaches. Le paternel Claude a été affecté aux tâches de réparation, de menuiserie et d'entretien des bâtiments et aux multiples travaux aux champs. Il fallait que le maïs sucré soit beau, frais et goûteux! La planification de la journée a été confiée à la mère de famille, Chantal, avec la collaboration d'un gentil voisin, Jérémie. Ce dernier, qui est un excellent organisateur d'événement, a mis à profit son expérience au Carnaval de Québec. Il s'est avéré un atout très important tout au long des préparatifs. La famille Dubuc a généreusement ouvert ses portes afin de montrer aux gens ce qu'est une petite ferme laitière de 12^e génération et pour leur faire découvrir l'importance de l'agriculture, dans le respect de l'environnement. ✕



Préparation des Portes ouvertes, deux générations à l'œuvre.

« Malgré la charge de travail importante liée à l'organisation de cette journée, 73 % des producteurs hôtes affirment vouloir renouveler leur participation. »

Source : L'Observateur, Opinion et perceptions des producteurs hôtes, Octobre 2015

UN TRAVAIL D'ÉQUIPE

Pour mener à bien cette activité d'envergure, l'équipe de l'UPA planifie le travail plusieurs mois à l'avance, avec le concours des fédérations régionales et des syndicats locaux, qui sont notamment responsables de recruter les fermes participantes et de les accompagner dans les mille et une tâches entourant leur préparation en vue du jour J. ✕

BAS-SAINT-LAURENT

UNE PRÉSIDENTE D'HONNEUR CONVAINCUE!

La préfète de la MRC de Témiscouata, Guylaine Sirois, présidente d'honneur de la Journée Portes ouvertes sur les fermes au Bas-Saint-Laurent, nous a fait part des raisons qui l'ont décidée à accepter ce rôle.

« Chez nous, l'agriculture et l'agroalimentaire ont une place majeure dans notre économie et dans nos vies. Je défends sur diverses tribunes ce secteur d'activités essentiel dans ma MRC pour toutes les retombées et les emplois qu'il procure. Son importance tant au plan socioéconomique que pour l'occupation du territoire provient de ses 530 entreprises agricoles. » Selon la présidente, cette journée permet à de nombreuses personnes de vivre une belle expérience. « Pour les citoyens, c'est une occasion privilégiée de visiter de belles entreprises agricoles et de prendre contact avec les agriculteurs d'ici. Pour les agriculteurs, c'est une superbe vitrine qui met en valeur leur travail, leur savoir-faire, la qualité de leurs produits et leur sens de l'innovation. » Que dire de plus? Mme Sirois est la personne toute désignée pour occuper cette présidence et faire rayonner le secteur agroalimentaire bas-laurentien! ✕



« Une présidence d'honneur régionale, c'est une plus-value! La collaboration d'une personne d'influence telle que Guylaine Sirois nous aide à faire reconnaître l'apport économique de l'agriculture dans nos municipalités. »

— Gilbert Marquis, président, Fédération de l'UPA du Bas-Saint-Laurent



DES BÉNÉVOLES PRÉCIEUX ET RECHERCHÉS

La réussite ne serait pas possible non plus sans l'apport des milliers de bénévoles qui mettent la main à la pâte. Qu'il s'agisse de membres de la famille, d'amis et de voisins ou de représentants des syndicats locaux, leur présence est essentielle pour soutenir les producteurs hôtes dans leurs lourdes tâches. ✕

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

UN BÉNÉVOLE FIDÈLE AU POSTE!

Année après année, le syndicat local du Témiscamingue peut s'appuyer sur de nombreux bénévoles qui collaborent à la réussite de l'événement, notamment sur la précieuse présence de Ronald Cormier, administrateur. Depuis maintenant sept ans, celui-ci s'assure que la sécurité règne dans les stationnements réservés aux visiteurs, en plus de voir à la bonne circulation sur les sites de l'activité. « Les gens sont très courtois habituellement. Il faut juste garder l'œil un peu plus ouvert sur les grandes routes; ça roule plus vite », explique Ronald.

La recette secrète d'un événement réussi? Des bénévoles fidèles au poste comme Ronald. Le Témiscamingue a de la chance! ✕

UNE PORTE-PAROLE EXTRAORDINAIRE

Pour la cinquième année consécutive, Marie-Eve Janvier, chanteuse à succès et animatrice de l'émission L'Amour est dans le pré, est la porte-parole officielle de la journée. Comme Marie-Eve a grandi à la campagne, l'agriculture est un repère naturel pour elle. Ce mode de vie et cette vision du monde propres aux gens de la terre touchent en elle une corde sensible. Voyons ce que représentent pour elle les Portes ouvertes de l'Union.

POURQUOI AVEZ-VOUS ACCEPTÉ D'ÊTRE PORTE-PAROLE DES PORTES OUVERTES?

Je vous avoue que lorsque j'ai fait mes débuts en tant qu'animatrice de l'émission L'Amour est dans le pré, mes connaissances du milieu agricole étaient limitées. J'ai toujours eu un attachement à la terre, au milieu agricole, mais le métier d'agriculteur est mal connu. Il est pourtant si important pour notre société. En faisant cette émission, j'ai découvert des gens passionnés par leur métier et je suis vite tombée sous le charme. Lorsqu'on m'a proposé d'être porte-parole des Portes ouvertes, j'étais ravie et surtout très fière. J'aime les producteurs agricoles, je les considère comme mes amis et j'espère qu'ils me considèrent aussi comme leur amie avec le temps.

SELON VOUS, EST-CE QUE CETTE ACTIVITÉ EST ENCORE NÉCESSAIRE? POURQUOI?

Assurément. C'est une activité unique et primordiale, autant pour les enfants que pour les adultes. Cette journée permet de discuter avec les producteurs, de les rencontrer chez eux, dans leur ferme. Et l'activité à Montréal permet aux Montréalais qui ne peuvent pas se déplacer de maintenir tout de même ce contact si important. Il y a une méconnaissance de l'agriculture, et les Portes ouvertes permettent aux consommateurs de poser des questions. Il n'y a rien de mieux qu'une journée à la ferme pour bien comprendre la réalité des producteurs.

QU'EST-CE QUI VOUS SURPREND LE PLUS DANS VOS RENCONTRES AVEC LES PRODUCTEURS?

Lors de chaque rencontre, je découvre des gens passionnés par leur métier. Je fais la connaissance de gens avec de belles valeurs, de familles tissées serrées... Je ne sais pas si je peux dire que cela me surprend encore, mais je peux confirmer que cela m'épate toujours. Je rencontre chaque fois des gens fiers de leur métier et qui ne comptent pas leurs heures, des gens de passion qui ont leur travail à cœur. ✕



La porte-parole de l'activité, Marie-Eve Janvier, lors de l'activité protocolaire marquant le lancement de l'édition 2016 des Portes-Ouvertes.

Ce que les visiteurs préfèrent?

63%

le contact direct
avec les agriculteurs

53%

la présence des animaux

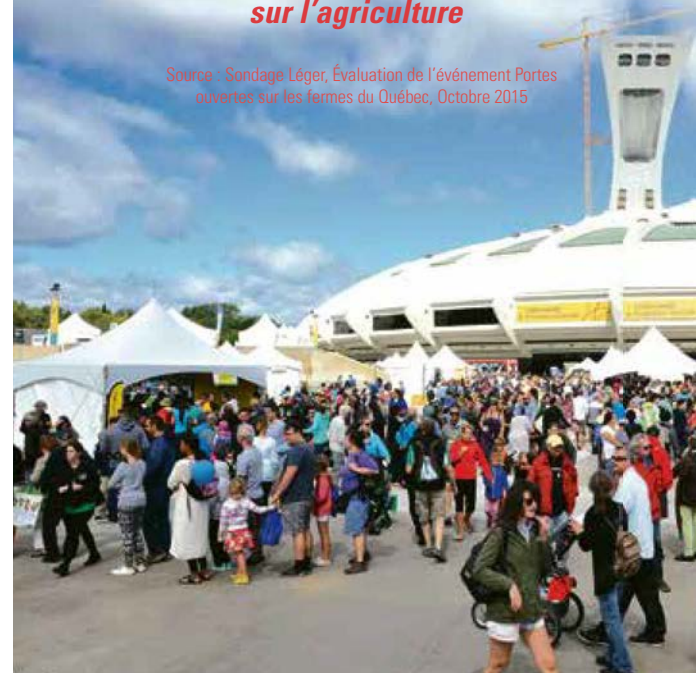
50%

la dégustation
de produits régionaux

36%

l'acquisition de connaissances
sur l'agriculture

Source : Sondage Léger, Évaluation de l'événement Portes
ouvertes sur les fermes du Québec, Octobre 2015



ÇA SE PASSE CHEZ VOUS

CET AUTOMNE, C'EST LE TEMPS...

... DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ANNUELLES

Au cours des prochaines semaines s'amorceront, dans toutes les régions, les assemblées générales annuelles des syndicats locaux et des groupes spécialisés, de même que celles des fédérations régionales. Autant d'occasions à ne pas manquer pour se tenir informé des dossiers d'actualité, exprimer son point de vue et échanger avec ses pairs. Pour connaître l'horaire de ces rencontres, on contacte sa fédération régionale.

... DE PENSER À LA FORMATION AGRICOLE

Vous souhaitez améliorer vos compétences pour faire face aux nombreux défis en agriculture? Le réseau des collectifs régionaux en formation agricole peut vous venir en aide avec ses multiples formations sur une foule de sujets. De tout, pour tous : bâtiments et machinerie, acériculture, production biologique, agrotourisme, comptabilité et la gestion, commercialisation et mise en marché, etc. Les ateliers durent généralement d'un à trois jours et les horaires peuvent être adaptés en fonction des secteurs de production concernés. Dans certains cas, de nouveaux cours peuvent même être mis en place pour répondre à vos besoins.

Pour en savoir plus sur les calendriers de formation, on contacte le répondant en formation de sa région, ou on consulte le site Internet www.formationagricole.com. Certains collectifs publient des infolettres auxquelles on peut s'abonner ou des pages Facebook que l'on peut suivre.

FORMATION SUR L'ABATTAGE DES ARBRES : IL EST ENCORE TEMPS!

D'ici le 31 décembre 2016, tout travailleur couvert par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) qui effectue l'abattage manuel d'un arbre à l'aide d'une scie à chaîne devra avoir réussi une formation en santé et sécurité. Que l'on travaille à la récolte de bois de chauffage, de bois de sciage ou à l'aménagement d'une érablière, la formation de 16 heures en santé et sécurité sera obligatoire. Actuellement, la formation sur l'abattage des arbres est offerte dans plusieurs régions. Il est encore temps de s'inscrire.

Rappelons que le travailleur dont l'employeur est inscrit à la CNESST est admissible à une subvention de 50 \$. Pour plus d'information, on contacte son répondant en formation agricole. ✕

ESTRIE

LES ÉLEVEURS OVINS DU QUÉBEC ONT RENDEZ-VOUS À SHERBROOKE LES 14 ET 15 OCTOBRE

Le Syndicat des producteurs de moutons de l'Estrie et ses partenaires organisent un symposium provincial les 14 et 15 octobre à Sherbrooke. Il sera particulièrement intéressant de voir l'évolution qu'a connue l'élevage d'agneaux et de moutons depuis le Symposium international tenu en Estrie il y a 20 ans. Le vendredi 14 octobre, des conférenciers de marque partageront leur expertise avec les éleveurs. Le lendemain, des fermes ovines de l'Estrie ouvriront leurs portes pour présenter leurs méthodes d'élevage et les nouvelles technologies qui y sont associées. La programmation complète est accessible au www.estrie.upa.qc.ca et sur la page Facebook du Syndicat. Inscription : Brigitte Tardif au 819 346-8905, poste 140. ✕

PDZA DE LA MRC DE COATICOOK : LES AGRICULTEURS NOMBREUX À PARTICIPER

Les producteurs de la MRC de Coaticook ont répondu en grand nombre au questionnaire qui leur a été soumis dans le cadre de l'élaboration du Plan de développement de la zone agricole (PDZA). Près de 200 des 550 propriétaires de fermes qui ont reçu le sondage (35 %) ont pris le temps de faire entendre leur voix. Les informations recueillies permettront aux responsables du PDZA de dresser le portrait de l'agriculture dans la MRC de Coaticook. Ils en dévoileront les résultats d'ici quelques semaines. Les productrices et les producteurs de la MRC sont invités à participer aux discussions qui en découleront. ✕

PDZA DE LA MRC DU GRANIT : SONDAGE IMPORTANT POUR LES AGRICULTEURS

Le service d'aménagement de la MRC du Granit procède lui aussi à l'une des principales étapes de l'élaboration de son PDZA, qui consiste à dresser un portrait complet de son territoire. L'objectif est de mieux connaître la zone agricole et les entreprises qui y sont établies et de déterminer les forces, les faiblesses et les opportunités qui s'offrent à elles. Les producteurs sont invités à répondre au sondage en ligne à <https://fr.surveymonkey.com/r/PDZAGranit>. ✕

EN ROUTE VERS LE GALA RÉCOLTE 2016

Le 21 janvier 2017, à l'Hôtel Chéribourg d'Orford, aura lieu le Gala Récolte 2016 sous le thème « Récolter le fruit de nos efforts collectifs ». Lors de l'événement, on soulignera les plus marquantes réalisations des trois dernières années des productrices et producteurs et celles de partenaires qui ont mis en place des conditions favorables au dynamisme et à la pérennité de l'agriculture estrienne. Dix lauréats seront honorés dans les sept catégories suivantes : Relève et établissement, Agricultrices de carrière, Foresterie, Agroenvironnement, Développement du milieu agricole, Créateurs de saveurs des Cantons-de-l'Est et Famille agricole. Votre syndicat local souhaiterait y soumettre une candidature? Information : Brigitte Tardif au 819 346-8905, poste 140. ✕

L'AUTOCUEILLETTE EN FAMILLE : DES SOUVENIRS À PARTAGER

Une quarantaine d'entreprises agricoles des Cantons-de-l'Est ont uni leur voix pour inviter les familles à venir cueillir leurs fruits, légumes et autres produits, de juin à décembre. Cette campagne destinée au grand public fait la promotion de produits aussi diversifiés que les fleurs, les fraises d'automne, les framboises, les bleuets, les baies d'argousier, les pommes, les raisins, les citrouilles, les légumes de toutes sortes et les arbres de Noël. Les consommateurs, invités à partager leurs photos-souvenirs d'autocueillette sur Facebook, Twitter ou Instagram, courent la chance de gagner des prix. Pour en savoir plus : www.createursdesaveurs.com/fr/autocueillette. ✕



EXPO SAN-T-SOLS DE SHERBROOKE

Le 14 septembre, les Producteurs de grains de l'Estrie ont présenté la deuxième édition de l'Expo San-T-Sols au Centre de recherche et de développement sur le bovin laitier et le porc de Sherbrooke. Cet événement, lancé en 2015 dans le cadre de l'Année internationale des sols, proposait cette année des présentations d'experts sur des sujets aussi variés que les cultures de couvre-sol, le profil des sols, les plantes pérennes, les engrais verts, le contrôle de l'azote et l'utilité des vers de terre, des bactéries et des champignons. Les visiteurs ont assisté à des démonstrations d'équipements de récolte et arpenté des parcelles d'hybrides de maïs. Deux grandes conférences complétaient la journée : celle de Maryse Leblanc, de l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (IRDA), sur le contrôle mécanique des mauvaises herbes, et celle de Paul Caplette, agriculteur, qui a expliqué comment, en travaillant judicieusement son sol, il obtient de meilleurs rendements. Plus d'information sur la page Facebook de l'Expo San-T-Sols au www.facebook.com/Expo-San-T-Sols. ✕

LES PRODUCTEURS DE GRAINS DE L'ESTRIE VISITENT LE MIDWEST AMÉRICAIN

Les Producteurs de grains de l'Estrie ont organisé, cet été, un voyage d'information dans le Midwest américain, soit en Illinois et en Iowa. Le but du séjour était de mieux connaître la production ainsi que la mise en marché des cultures commerciales telles qu'elles se pratiquent ailleurs en Amérique du Nord. Du 11 au 16 juillet, 36 agriculteurs et professionnels du secteur des grandes cultures ont pu notamment visiter le siège social du célèbre fabricant de machinerie John Deere et trois fermes aux productions très diversifiées : cultures de soya et de maïs, lait, porcs et bovins. ✕

CENTRE-DU-QUÉBEC

ADHÉRER À LA FRAQ? AVANTAGEUX À TOUS ÉGARDS

Être membre de la Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ) peut vous faire faire des économies et vous faire vivre des expériences enrichissantes. Lorsqu'un jeune producteur se joint à une exploitation, le Service de comptabilité et de fiscalité (SCF) du Centre-du-Québec offre un premier rabais de 100 \$ sur sa facture. Et s'il est membre en règle de la FRAQ, il a droit à un rabais additionnel de 100 \$. Affiliez-vous sans tarder à la FRAQ et appelez votre comptable. Comme le coût d'adhésion n'est que de 40 \$, vous aurez fait un bon investissement. Inscription facile en ligne au www.fraq.qc.ca. ✕



LE CA EN VISITE SUR LE TERRITOIRE DE NICOLET-YAMASKA

Chaque année, les membres du conseil d'administration de la Fédération de l'UPA-Estrie participent à une journée de visites d'entreprises agricoles et agroalimentaires de la région. C'est ainsi que le 27 août dernier, en parcourant le territoire de la MRC de Nicolet-Yamaska, ils ont amorcé leur journée au Centre d'innovation en transformation agroalimentaire de Nicolet, où leur a été présentée une initiative de concertation audacieuse. La Carotte joyeuse est en effet un projet de transformation alimentaire visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale par la mise en place de plateaux de travail et la distribution de denrées aux organismes spécialisés en sécurité alimentaire. Les administrateurs de la Fédération se sont ensuite rendus à Sainte-Monique pour visiter Les produits de l'Alvéole. Puis, ils ont fait un arrêt aux Berges de l'eau claire et la journée s'est conclue à la Fromagerie Pampille et Barbichette, à Sainte-Perpétue. ✕



POUR PRÉVENIR LES ACCIDENTS DANS LES ESPACES CLOS

Cette année, dans le dossier de la prévention des accidents à la ferme, la Fédération de l'UPA de la Mauricie met l'accent sur le travail dans les espaces clos. Les silos à grains font partie de ces lieux où surviennent trop souvent des accidents qui pourraient être évités. Aussi, cet automne, les syndicats de l'UPA des Chenaux et de Maskinongé donneront chacun leur tour un atelier d'une demi-journée, l'un à Sainte-Angèle-de-Prémont et l'autre à Champlain. Les ateliers seront dispensés par L'Aranéa, une organisation spécialisée dans le sauvetage et la formation en entreprise. Les producteurs de ces deux territoires seront prochainement invités à y assister. Soyez à l'affût, car les places seront limitées. ✕

LES ÉLEVEURS DES PORCS DE LA MAURICIE FÊTENT LEURS 50 ANS

Les Éleveurs de porcs du Québec célèbrent leur année de festivités partout en province. Ainsi, les producteurs porcins de la Mauricie se donnent rendez-vous le 5 octobre à Louiseville, durant le Festival de la galette de sarrasin. Au menu : rétrospective, hommages, méchoui et surprises. Surveillez votre boîte aux lettres pour tous les détails. ✕



CAMPAGNE DE RÉCUPÉRATION DES FEUILLES MORTES : LA TRADITION SE POURSUIT

C'est une tradition solidement ancrée depuis plusieurs années en Mauricie : une vingtaine de fermes de la région vont participer à la campagne de récupération des feuilles mortes. Orchestrée par la Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie et la Fédération de l'UPA de la Mauricie, cette activité a déjà permis de détourner plusieurs tonnes de résidus verts du site d'enfouissement. Sur le plan agronomique, les feuilles d'automne et le gazon sont des résidus faciles à valoriser. Les producteurs les apprécient pour leur apport en humus qui améliore la santé des sols. De plus, comme cette campagne de récupération permet de faire connaître les activités agricoles, elle consolide les liens entre les agriculteurs et les citoyens. La liste complète des fermes participantes sera bientôt accessible au www.mauricie.upa.qc.ca. ✕

VOS REPRÉSENTANTS DES FERMES DE PETITE TAILLE SE DEMANDENT...

Les fermes de petite taille dont le revenu brut est de moins de 50 000 \$ sont de plus en plus nombreuses sur le territoire de la Mauricie. Soucieux de connaître leurs besoins et les défis qu'elles rencontrent, les administrateurs de la Mauricie qui les représentent invitent leurs propriétaires à s'exprimer, à créer des liens et à échanger avec leurs pairs. Vous avez des attentes, des préoccupations, des questions ou des revendications? Communiquez avec nous pour en discuter :

- ✦ **Maskinongé** : Serge Béland (représentant régional) au 819 228-3934 ou à fermesb@atou.qc.ca;
- ✦ **Haute-Mauricie** : Stéphane Ouellet au 819 523-9593 ou à papillon.nic@tlb.sympatico.ca;
- ✦ **Mékinac** : Nicole Pouliot au 418 322-5511 ou à n.pouliot@globetrotter.net. ✕

INPACQ À LA FERME : UNE PREMIÈRE EN MAURICIE

Pour la toute première fois de son histoire, la Journée INPACQ à la ferme s'est tenue le 22 juillet en territoire mauricien. Pour l'occasion, les propriétaires de la Ferme Y. Lampron et Fils, de Saint-Boniface, qui ont été nommés Famille agricole de l'année en 2014, ont reçu plus d'un millier de visiteurs. Majoritairement issus du milieu agricole, les participants y ont découvert des outils efficaces et des techniques innovantes qui contribuent au succès de l'exploitation. L'équipe du SCF Mauricie a par ailleurs profité de l'événement pour faire connaître ses services spécialisés dans les domaines de la comptabilité et de la fiscalité. ✕



GALA GENS DE TERRE & SAVEURS DE LA MAURICIE : APPEL DE CANDIDATURES

Vous êtes un entrepreneur et vous vous démarquez par le caractère novateur de vos projets, par l'engouement que suscitent vos produits ou par vos qualités de gestionnaire? Le Gala des Gens de Terre & Saveurs de la Mauricie est à la recherche d'entreprises inspirantes.

Les catégories à l'honneur pour un dépôt de candidature sont :

- ✦ Jeune entrepreneur de la relève agricole;
- ✦ Nouvelle entreprise;
- ✦ Entreprise agroalimentaire;
- ✦ Agrotourisme;
- ✦ Détaillant agroalimentaire;
- ✦ Transformateur artisan.

Pour connaître tous les détails de cet événement incontournable de la vie agricole en Mauricie et récupérer vos formulaires de mise en candidature, consultez dès maintenant le www.mauricie.upa.qc.ca/gala. Faites vite, la date limite pour déposer une candidature est le 30 septembre 2016.



Ce rassemblement festif et gustatif, présenté par Desjardins Entreprises, célébrera sa quatrième édition en avril prochain. Surveillez les détails de l'événement dans les prochaines éditions de L'U.

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec Mélanie Lafrenière au 819 378-4033, poste 242, ou à l'adresse gala@upacemmoi.ca.

À vous de jouer, leaders mauriciens, et profitez de cette tribune hors du commun. ✕

UN RENDEZ-VOUS POUR LES PASSIONNÉS DE LA FORÊT

L'Association des propriétaires de boisés de la Beauce avait donné rendez-vous aux passionnés de forêt le 18 septembre à la 11^e Exposition forestière de Beauce sur le site de la Polyvalente Saint-Georges. Une cinquantaine d'exposants, des fabricants et des vendeurs d'équipement ainsi que des firmes de services-conseils destinés aux propriétaires de boisés et aux producteurs acéricoles et forestiers, étaient présents pour partager leur expertise. L'artiste à la tronçonneuse Lars-Éric Zornow a même exécuté sur place une sculpture qui rend hommage aux producteurs forestiers. Plus de 5 000 personnes visitent cette exposition chaque année. L'accès gratuit au site favorise ce très fort achalandage, au plus grand bonheur des organisateurs et des exposants. ✕



LES PRODUCTEURS LOCAUX BIEN EN VUE AU IGA DE SAINT-ANSELME

Pour promouvoir l'achat local, des affiches qui mettent en vedette 11 producteurs de la région de Bellechasse décorent désormais les allées du Magasin Coop-IGA de Saint-Anselme. Leur dévoilement officiel a eu lieu le 17 juin dernier, en présence de nombreux agriculteurs et de la députée de Bellechasse, Dominique Vien. Ce projet a été réalisé grâce à la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches et à l'appui des gouvernements du Québec et du Canada. ✕



LA FERME A.G.R., HÔTE DE LA JOURNÉE CHAMPÊTRE BOVINE

C'est à la Ferme A.G.R. de Sainte-Marie, propriété de Guy Rhéaume et d'Annick Fortier, que les Producteurs de bovins de la Chaudière-Appalaches-Sud et de la Chaudière-Appalaches-Nord ont organisé, le 17 septembre, leur deuxième journée champêtre. France Bélanger, agronome au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), y a fait une présentation sur la gestion des pâturages, et Edwin Quigley, vétérinaire de Frampton, a dressé un portrait des principales maladies pouvant affecter les bovins de boucherie. Le tout s'est conclu en soirée dans la bonne humeur autour d'un succulent méchoui de bœuf. L'événement a été organisé en étroite collaboration avec le MAPAQ. ✕

TOURNOI DE GOLF ANNUEL DE LA RELÈVE AGRICOLE DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

Le beau temps et la chaleur étaient au rendez-vous pour le Tournoi de golf annuel de La Relève agricole de la Chaudière-Appalaches (LARACA), le 6 juillet. L'activité couronnée de succès a réuni plus de 132 personnes au Club de golf de Beauceville. Les équipes de quatre, qui ont arpenté les vertes allées en après-midi, ont par la suite participé au souper sous la présidence d'honneur de Cécilien Berthiaume, président des Éleveurs de porcs de la Beauce. Ce tournoi amical était l'occasion pour les membres de LARACA et les acteurs du milieu de discuter des défis auxquels font face les jeunes entrepreneurs agricoles. LARACA remercie Bernard Breton inc., Desjardins Entreprises, le Syndicat de l'UPA de Robert-Cliche et la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches pour leur précieux concours. ✕



L'équipe gagnante du tournoi : Rémi Busque (président de LARACA), Rémi Poulin, Jean-François Giguère, Johanne Asselin et Patricia Aubin.

UN NOUVEAU PROGRAMME DE MENTORAT EN PRODUCTION BOVINE

Les deux syndicats des Producteurs de bovins de la Chaudière-Appalaches ont récemment créé un programme de mentorat. L'objectif est de jumeler des producteurs d'expérience avec des membres de la relève qui sont en train d'élaborer leur plan d'affaires ou qui sont déjà en production. En plus de donner un coup de pouce aux jeunes, le but est d'augmenter le nombre de nouvelles fermes bovines dans la Chaudière-Appalaches. Les premiers jumelages ont été faits il y a quelques semaines. L'adhésion au programme est gratuite. Les agriculteurs et agricultrices qui souhaitent y participer peuvent communiquer avec le coordonnateur du programme, François Gamache, à fgamache@upa.qc.ca ou au 418 386-5588. ✕



LANAUDIÈRE

L'ÉRABLE AU SERVICE DE LA PERFORMANCE SPORTIVE

La 5^e édition du festival Ultimate XC, qui a eu lieu le 25 juin à Saint-Donat, a rallié plus de 1 400 participants aux diverses épreuves de course à pied en forêt sur des distances allant de 1 km pour les enfants à 120 km. Aux différents postes de ravitaillement installés le long du parcours, l'équipe du Syndicat des producteurs acéricoles de Lanaudière a offert aux coureurs et aux visiteurs des boissons énergisantes à base d'eau d'érable Necta. L'entreprise Brix était également présente avec sa gamme de produits de l'érable. Les membres du comité de promotion régionale ont pu compter sur l'appui financier et technique de la Fédération des producteurs acéricoles du Québec et de son service de promotion, d'innovation et de développement des marchés, et dont les représentants ont aussi distribué des informations sur la nutrition sportive. L'événement a permis de consolider le positionnement des produits de l'érable auprès des sportifs de haut niveau. ✕



50^E ANNIVERSAIRE DU SYNDICAT DES ÉLEVEURS DE PORCS DE LANAUDIÈRE-OUTAOUAIS-LAURENTIDES

Fondé il y a déjà 50 ans, le Syndicat des éleveurs de porcs de Lanaudière-Outaouais-Laurentides tenait à souligner l'événement de belle façon en organisant un méchoui le 24 septembre à la Cabane à sucre des sportifs, de Saint-Esprit. Au menu, une revue des moments marquants de la vie du Syndicat des 50 dernières années en présence des éleveurs de porcs de la région, anciens et actuels, ainsi que des intervenants de la filière. Après le cocktail et le repas, qui mettait en valeur les excellents produits du porc du Québec, il y a eu un spectacle, une soirée dansante et des prix de présence. ✕

BAS-SAINT-LAURENT

CINQ DÉCENNIES DE TRAVAIL COLLECTIF

Pour souligner le 50^e anniversaire de leur syndicat, Les Éleveurs de porcs du Bas-Saint-Laurent ont convié leurs membres à un cocktail suivi d'un grand banquet, le 9 juillet dernier à l'Auberge de la Pointe, de Rivière-du-Loup. Le président Pascal Rioux a rappelé l'importance capitale du travail collectif et en a profité pour saluer les anciens présidents du Syndicat qui assistaient à la soirée – Gratien Lavoie, Claude Migneault, Lisette Jean et Robert Lebel –, ainsi que Claude Lavoie et Jacques Dionne, anciens présidents de la Côte-du-Sud. Après la projection d'une vidéo soulignant ce grand anniversaire qu'on peut d'ailleurs voir sur la chaîne YouTube des Éleveurs de porcs du Québec à <https://www.youtube.com/user/leporcduquebec>, les participants ont reçu un exemplaire d'un livre-souvenir qui retrace les moments clés de l'histoire des Éleveurs de porcs du Québec. ✕



DE L'AFRIQUE AU BAS-SAINT-LAURENT

De juillet à septembre, quatre stagiaires du Sénégal et du Burkina Faso ont effectué un stage dans trois exploitations ovines du Bas-Saint-Laurent : la Bergerie des Cascades, propriété de Pauline Perreault, la Ferme l'Abitibienne, qui appartient à Alexandre Anctil, et l'entreprise de Claudie Fortin-Miousse. L'objectif de cette formation sur l'apprentissage de techniques de production innovantes à la ferme est de permettre aux stagiaires et aux éleveurs de partager leurs techniques de production. Ce stage est organisé par UPA Développement international en étroite collaboration avec la Fédération de l'UPA du Bas-Saint-Laurent. Les deux partenaires proposent d'ailleurs un autre stage, du 12 au 30 septembre, intitulé Découverte des formes d'organisation et des enjeux de la production laitière. À suivre. ✕



Jean-Claude Parenteau, Gilbert Marquis, Johanne Laplante, Yannick Côté et Hélène Jollette en compagnie des quatre stagiaires : Abibou NIASSE (Sénégal), Bercy NDIAYE, Djan BARRO et Zoumité BONZI (Burkina Faso).



« Nous sommes fiers d'accueillir les gens du Sud. Leur savoir et le nôtre sont différents et ce stage permet de partager nos connaissances et d'ouvrir nos horizons! »

— Gilbert Marquis, président, Fédération de l'UPA du Bas-Saint-Laurent

12^E ÉDITION DU TOURNOI DE GOLF DE L'AGROALIMENTAIRE DE L'EST-DU-QUÉBEC

L'Ordre des agronomes de l'Est-du-Québec a tenu la 12^e édition de son tournoi de golf le 11 août à Val-Neigette. Une quinzaine d'équipes de quatre ont ainsi arpenté les allées du club de golf. Une large partie des profits du tournoi a été remise aux associations de la relève agricole du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie et servira à des activités de formation. ✕



Brigitte Fortin, présidente de l'Ordre des agronomes de l'Est-du-Québec, Isidore Charron, président du comité organisateur du tournoi et une représentante de l'équipe gagnante, Aline Lavoie, conjointe de feu Gilles Proulx, qui a été président de la Fédération de l'UPA du Bas-Saint-Laurent pendant 10 ans.



À L'AGENDA
CONCOURS DE LABOUR DE LA RELÈVE

— Groupe relève agricole Les Élités du Parc

Date	Lieu
Dimanche 2 octobre	terrains de la Ferme D.R. Daris et de la Ferme Daris et Fils, à Cacouna

SOIRÉES-CONFÉRENCE
L'ÉPIDÉMIE DE LA TORDEUSE DES BOURGEONS DE L'ÉPINETTE

Conférencier : Martin Lepage, ing. f., directeur des Services forestiers de l'Agence

Heure : 19 h

Date	Lieu
Mercredi 5 octobre	Légion canadienne 1, carré Fraser, Cabano
Judi 6 octobre	Auberge de La Pointe, salle La Marée 10, boul. Cartier, Rivière-du-Loup
Mercredi 12 octobre	Hôtel Rimouski, salle St-Barnabé 225, boul. René-Lepage E., Rimouski
Judi 13 octobre	Cuisine C.D. 67, boul. Joubert O., Sayabec

CHARLEVOIX-OUEST
CONJUGUE ART ET AGRICULTURE

Dans le cadre de son Plan de développement de la zone agricole (PDZA), la MRC de Charlevoix-Ouest organise cet automne son premier événement agro-artistique. L'objectif était d'implanter des œuvres et des installations artistiques temporaires de style land art en milieu rural pour mettre en valeur les paysages agricoles de la région ainsi que les fermes qui les créent et les entretiennent. Cela a permis de développer un véritable circuit agro-artistique à travers le territoire agricole de la MRC. Pour cette première édition, six œuvres ou installations éphémères prendront place du 24 septembre au 31 octobre. Ces œuvres pourront être appréciées dans l'une des entreprises agricoles suivantes : la Ferme Éboulmontaise et la Miellerie du cratère de Charlevoix (Les Éboulements), les fermes Caprivoix et Kény Porc (Saint-Hilarion), ainsi que la Ferme du Cran Blanc et la parcelle agricole des Viandes biologiques accessible par le nouveau sentier cyclable menant à la passerelle (Saint-Urbain). Une façon originale et amusante de conjuguer art et agriculture et d'y sensibiliser citoyens et vacanciers. Ce projet nommé Pays'Art, a été rendu possible grâce à la collaboration du Syndicat l'UPA de Charlevoix-Ouest et à d'autres partenaires touristiques et agricoles. ✕



LA RELÈVE AGRICOLE ET SÉCURIJOUR
CARTONNENT À L'EXPOSITION
AGRICOLE DE PORTNEUF

Forte d'une programmation très variée telle que jugements de Holstein, tires de vieux tracteurs, jeux gonflables, gastronomie, contacts privilégiés avec le monde animal, la 36^e édition de l'Expo agricole de Portneuf a accueilli plus de 5 000 visiteurs. Au premier jour de l'événement, qui avait lieu du 15 au 17 juillet, les membres de la relève de Portneuf, les représentants de Sécourijour de la fédération régionale de l'UPA et ceux de l'Association des jeunes ruraux du Québec ont accueilli plus de 500 enfants à leur kiosque dans le bâtiment dédié aux troupeaux laitiers. Les tout-petits, qui provenaient des camps de jour des alentours, ont raffolé de l'épreuve pédagogique qui consistait à traire une vache mécanique. ✕



Gabrielle Émard et Stéphanie Desrosiers tenaient un kiosque informatif sur la sécurité à la ferme.

DES EMPLOIS À POURVOIR AU TEMPS DES RÉCOLTES

En prévision de la saison des récoltes, l'un des mandats du Centre d'emploi agricole (CEA) de la Capitale-Nationale-Côte-Nord est de recruter des travailleurs journaliers pour combler les besoins en main-d'œuvre des producteurs maraîchers du territoire. Pendant les mois qui ont précédé la haute saison, les employés du CEA ont multiplié les rencontres d'information dans les centres multiethniques et de francisation et ont visité les organismes d'aide à l'emploi dans le but de recruter des candidats. Plusieurs immigrants et travailleurs à statut précaire ont ainsi pu travailler en agriculture durant l'été. Pour ce faire, l'équipe du CEA a coordonné pas moins de 1 800 déplacements par autobus pour que, matin et soir, ces travailleurs puissent se rendre dans les fermes de l'île d'Orléans et de Portneuf. ✕



RENCONTRE PROVINCIALE DES ADMINISTRATEURS DU BOVIN DANS PORTNEUF

Début août, les Producteurs de bovins de la Capitale-Nationale-Côte-Nord ont accueilli dans le comté de Portneuf les administrateurs des Producteurs de bovins du Québec et leurs conjointes. Outre les rencontres officielles, la cinquantaine de participants ont effectué une tournée de plusieurs fermes et dégusté des produits locaux. Le président Philippe Alain était fier de recevoir les administrateurs de tout le Québec dans sa région. « Cette rencontre nous a permis de leur faire découvrir toute la diversité agricole de Portneuf », a-t-il déclaré. ✕



Une cinquantaine de personnes ont participé aux visites dans les entreprises de Portneuf.

MONTÉRÉGIE

EXPO DE SAINT-HYACINTHE : SUCCÈS MONSTRE POUR LA JOURNÉE PORC-BBQ

La 179^e édition de l'Exposition agricole de Saint-Hyacinthe a été une belle occasion pour les Éleveurs de porcs de la Montérégie de faire découvrir ou redécouvrir le steak et les saucisses de porc à de nombreux visiteurs. La Journée Porc-BBQ, qui se tenait le 3 août, a été un franc succès. Les Éleveurs y ont servi pas moins de 2 500 repas gratuits, ce qui ne les a pas empêchés de poursuivre leur campagne de promotion par la suite. En effet, durant les 10 jours qu'a duré l'exposition, ils ont rappelé au grand public à quel point la viande de porc est polyvalente et combien les façons de l'apprêter sont nombreuses. ✕



© Les Éleveurs de porcs du Québec

LES ÉLEVEURS DE VOLAILLES DONNENT AU SUIVANT!

Début juillet, dans le cadre du programme De notre famille à la vôtre, les Éleveurs de volailles de la Montérégie ont fait un don de poulet d'une valeur de 650 \$ au Groupe d'entraide de Sorel-Tracy (G.E.S.T.) et au Centre d'entraide Maskoutain de Saint-Hyacinthe (CEM), deux organismes de la région qui viennent en aide aux familles et aux personnes économiquement vulnérables. ✕



LANCEMENT DU PREMIER PROGRAMME ALUS AU QUÉBEC

L'organisme ALUS Canada et la Fédération de l'UPA de la Montérégie ont lancé, le 10 août, le premier programme ALUS au Québec. Ce programme, qui compte déjà plusieurs réalisations dans d'autres provinces canadiennes, offre du soutien technique et financier aux agriculteurs pour effectuer des travaux de nature écologique sur leurs terres : restauration des milieux humides, reboisement, plantation de haies brise-vent, création de systèmes de drainage durable et d'habitats pour les pollinisateurs, etc. Le premier objectif du nouveau programme ALUS Montérégie est d'aménager, dès 2016, six hectares de terre dans les bassins versants de la rivière des Hurons ainsi que des ruisseaux Hazen-Bleury et à la Barbotte pour y améliorer la qualité des habitats fauniques. En plus de bonifier la biodiversité sur les fermes, les projets ALUS en Montérégie vont contribuer à améliorer la qualité de l'eau en territoire agricole, l'un des problèmes environnementaux les plus aigus dans la région.

ALUS Canada, une organisation à but non lucratif, a déjà investi près de 2,8 M\$ dans des communautés agricoles à travers le pays. Les agriculteurs qui participent à ces programmes ont contribué à améliorer la qualité de l'environnement sur 7 400 hectares de terres dans six provinces canadiennes. ✕

RETOUR DES ATELIERS CULINAIRES À L'EXPO DE SAINT-HYACINTHE

La Fédération de l'UPA de la Montérégie commanditait, à nouveau cette année, des ateliers culinaires durant l'Exposition agricole de Saint-Hyacinthe, du 27 juillet au 6 août. Des chefs réputés ont animé plus de 75 ateliers au cours desquels les participants ont appris à concocter d'excellents petits plats avec des produits du Québec. Des fiches de recettes ont également été distribuées aux visiteurs. ✕

FOIRE GOURMANDE : UNE TRADITION AUX SAVEURS RÉGIONALES

Événement emblématique, la Foire gourmande de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-Est ontarien, dont c'était le 15^e anniversaire cet été, a accueilli près de 60 000 visiteurs. Pendant une fin de semaine, le village de Ville-Marie a célébré de belle et bonne façon les produits du terroir. En visitant la trentaine d'exposants, les touristes ont découvert des produits régionaux de qualité et assisté à des concerts en plein air. Soulignons que les agriculteurs et les artisans de la région aiment présenter leurs produits à ce grand rendez-vous estival : ils composaient cette année 90 % du contingent d'exposants de la Foire gourmande. ✕



INNOVATION ET RECHERCHE AU CŒUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE TÉMISCABITIBIENNE

Lors de son passage dans la région pour participer à une table de travail sur l'innovation, le secrétaire parlementaire du ministre fédéral de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Jean-Claude Poissant, a annoncé une subvention de 98 000 \$ destinée au regroupement Agriculture nordique axée sur la production bovine. Cette somme va permettre de soutenir le travail que poursuit l'Unité de recherche et de développement de l'agroalimentaire de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT). L'objectif de l'équipe de chercheurs est de développer des fourrages plus performants et d'allonger la saison de paissance, période durant laquelle les animaux se nourrissent dans les pâturages.

L'innovation et son financement étaient par ailleurs au centre des discussions de la table de travail, à laquelle participaient plusieurs acteurs économiques et sociaux de la région, dont le président de la Fédération de l'UPA d'Abitibi-Témiscamingue, Sylvain Vachon. ✕

QUAND LA NOUVEAUTÉ RENCONTRE LA TRADITION

C'est à Saint-Félix-de-Dalquier que s'est tenue, du 29 au 31 juillet, la 47^e édition de l'Exposition agricole régionale d'Abitibi. Les concours d'animaux, de saut et de tire de chevaux de même que les attractions pour les tout-petits ont à coup sûr séduit les 2 500 visiteurs. Le président de l'événement, Normand Lemieux, qualifie l'édition 2016 de succès. Et il semble bien que le Syndicat de la relève agricole d'Abitibi-Témiscamingue y soit pour quelque chose. En effet, une vingtaine de représentants de la relève étaient là pour veiller au bon déroulement de plusieurs activités de l'exposition. Inscrivez l'Exposition agricole régionale d'Abitibi 2017 à votre agenda! ✕

RENDEZ-VOUS FAMILIAL BOVIN : SE RETROUVER POUR S'AMUSER

Le Syndicat des producteurs de bovins d'Abitibi-Témiscamingue a accueilli une centaine de producteurs et les membres de leurs familles pour la deuxième édition de son Rendez-vous familial bovin, le 6 août à Rémigny, au Témiscamingue. Le but de l'opération est simple : réunir les éleveurs bovins de la région dans un contexte décontracté, leur permettre de discuter de choses et d'autres et de participer à des activités divertissantes. Le Rendez-vous familial bovin 2016 s'est conclu dans la convivialité, par un grand repas... en famille. ✕



VOUS AVEZ UN POSTE À COMBLER? FAITES APPEL À VOTRE CENTRE D'EMPLOI AGRICOLE

Au centre d'emploi agricole (CEA) de la fédération régionale, nous aidons nos clients à établir, avant toute chose, le profil de l'employé qu'ils recherchent : une étape essentielle. Pourquoi? Parce qu'à l'aide des méthodes de recrutement éprouvées d'AGRIcarrières, le CEA s'assure d'abord et avant tout de bien identifier les besoins de l'employeur. Une fois cette importante étape franchie, il est toujours plus facile de rédiger une offre d'emploi qui saura attirer des candidats répondant au profil recherché. Pour obtenir de l'aide dans votre recherche de la perle rare, contactez Gilles Lajoie, coordonnateur de votre CEA, au 418 542-2032, poste 225. ✕

À LA DÉCOUVERTE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE SUR LA VÉLOROUTE DES BLEUETS

Depuis le mois de juin, les cyclistes qui empruntent la Véloroute des Bleuets, dans la MRC du Domaine-du-Roy, peuvent découvrir l'agriculture et l'agroalimentaire de la région en s'arrêtant aux différentes haltes. Le Syndicat local de l'UPA Domaine-du-Roy et ses partenaires, la MRC et le Centre local de développement Domaine-du-Roy ainsi que le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, y ont en effet installé 10 panneaux d'information qui mettent en lumière l'agrotourisme, le terroir, l'environnement, l'agriculture biologique, l'apport économique de l'agriculture, son histoire, la transformation alimentaire, les grandes cultures, les productions laitière et bovine ainsi que la culture des bleuets. Ainsi, en voyant défiler les paysages ruraux, les randonneurs peuvent comprendre davantage le travail des agriculteurs et mieux connaître les produits de notre terroir. C'est grâce à la contribution financière du Fonds de la ruralité de la MRC du Domaine-du-Roy que ce projet a pu voir le jour. Selon le président du syndicat, Pierre Murray, ce dernier « a demandé beaucoup de concertation, d'efforts et de temps, mais le résultat en vaut vraiment la chandelle ». ✕



À VOTRE SERVICE!



NOUVEAU SERVICE JURIDIQUE AUX PRODUCTEURS

M^E JOHANNE BRODEUR, AD. E.

Dans certaines disciplines, il n'est pas toujours facile de dénicher des professionnels qualifiés ayant une bonne connaissance du milieu agricole. Voilà pourquoi, au fil des ans, l'Union s'est dotée d'un réseau de spécialistes en comptabilité ainsi qu'en emploi, en recrutement de main-d'œuvre et en gestion des ressources humaines. Aujourd'hui, l'Union fait un pas de plus en matière de services juridiques avec la création du bureau BHLF, qui propose aux producteurs agricoles et forestiers depuis mai dernier un accès à des services d'avocats œuvrant exclusivement en droit agricole, pour des mandats privés.

UNE COMPÉTENCE RECONNUE

Comme ils assurent déjà le soutien juridique de la Confédération, les avocats de BHLF ont une connaissance pointue des lois et des règlements qui s'appliquent aux producteurs et ont développé une expertise reconnue. Ils sont familiers avec la réalité des agriculteurs et sensibles à l'environnement dans lequel ces derniers évoluent. Ils peuvent agir en première ligne dans un litige ou encore en soutien à un avocat déjà au dossier afin de lui fournir des conseils ou de lui faire part des développements récents sur une question particulière.

Les mandats acceptés sont assez diversifiés. Ils peuvent porter sur des questions de droit de l'environnement, municipal, administratif ou commercial. Des dossiers ayant trait à des infractions au Code de la sécurité routière ou encore de nature pénale (sanctions en vertu d'une loi provinciale ou fédérale) sont aussi recevables. Par contre, les services en droit matrimonial, successoral ou fiscal ne sont pas offerts.

Bien entendu, les mandats retenus doivent respecter les grandes orientations et décisions de l'Union. De plus, les

dossiers qui concernent des litiges opposant deux producteurs, un producteur et l'Union, une fédération ou un syndicat, ne sont pas acceptés. Les services sont facturables à un taux concurrentiel et sont offerts partout.

Comme tout bureau de pratique privée, BHLF se réserve le droit d'accepter ou de refuser un mandat en raison de la non-disponibilité des avocats et d'autres critères.

Pour en savoir plus sur notre nouvelle offre de services juridiques, contactez le bureau BHLF au 450 679-0251 ou à l'adresse BHLF@upa.qc.ca. ✕

BHLF, C'EST QUOI?

Un bureau de pratique privée qui offre des services facturables exclusivement dans des matières ayant un lien avec le droit agricole.

CONDITIONS DE BASE POUR Y AVOIR ACCÈS :

- Être producteur agricole;
- La question ne doit pas opposer deux producteurs ou un producteur à l'Union ou à un groupe affilié.

UNE ÉQUIPE CHEVRONNÉE

M^e Johanne Brodeur, Ad. E.

- Commerce interprovincial et international;
- Droit syndical;
- Projets de mise en marché (par exemple, contractualisation);
- Litiges généraux.

M^e Myriam Robichaud

- Médiatrice accréditée en matières civile et commerciale;
- Commerce interprovincial et international;
- Droit civil, administratif et du travail.

M^e Marie-Andrée Hotte

- Sécurité routière;
- Diffamation;
- Énergie;
- Assurance et sinistres.

M^e Nancy Lemaire

- Mise en marché;
- Droit administratif;
- Régie des marchés agricoles;
- Litiges généraux.

M^e Stéphane Forest

- Protection du territoire agricole;
- Environnement;
- Droit municipal et fiscalité municipale;
- Bien-être animal.

« C'est le point de vue des agriculteurs que nous défendons. C'est pour eux que nous agissons. »

– Johanne Brodeur, Ad. E



Une équipe à votre service! De g. à d. : Johanne Brodeur (directrice du contentieux), Nancy Lemaire (avocate), Myriam Robichaud (avocate), Stéphane Forest (avocat), Marie-Andrée Hotte (avocate), Guylaine Loyer (secrétaire) et Mây Dô-Chastenay (secrétaire).

Westmont Hospitality Group est un fier partenaire de l'Union des producteurs agricoles du Québec

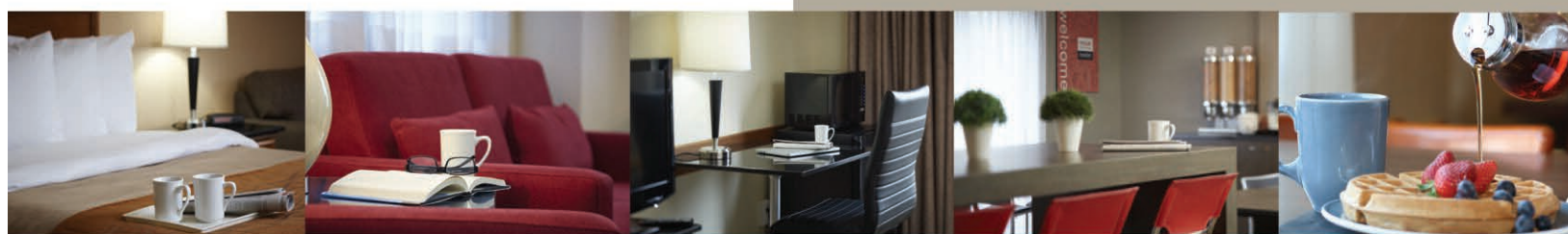
10% DE RABAIS
aux hôtels participants



**L'Union des
producteurs
agricoles**

Obtenez les avantages suivants:

- Petit déjeuner chaud gratuit*
- Internet sans fil (WiFi) gratuitement
- Appels locaux gratuitement
- Stationnement gratuitement*
- Carte Choice Privileges gratuitement



LISTE DES HÔTELS PARTICIPANTS

Pour réserver, appelez 1-877-57HOTEL (1-877-574-6835)

Comfort Inn Alma	870, avenue du Pont Sud	Alma	418-668-9221
Comfort Inn Airport East	1255, boulevard Duplessis	Ancienne-Lorette	418-872-5900
Quality Hotel Montréal East	8100, avenue Neuville	Anjou	514-493-6363
Comfort Inn Baie Comeau	745, boulevard Laflèche	Baie Comeau	418-589-8252
Comfort Inn Boucherville	96, boulevard de Mortagne	Boucherville	450-641-2880
Comfort Inn Brossard	7863, boulevard Taschereau	Brossard	450-678-9350
Comfort Inn Chicoutimi	1595, boulevard Talbot	Chicoutimi	418-693-8686
Comfort Inn Drummondville	1055, rue Hains	Drummondville	819-477-4000
Comfort Inn Gatineau	630, boulevard la Gappe	Gatineau	819-243-6010
Comfort Inn Laval	2055, auto. des Laurentides	Laval	450-686-0600
Quality Suites Laval	2035, auto. des Laurentides	Laval	450-686-6777
Quality Suites Montréal Aeroport	6300, Transcanadienne	Pointe Claire	514-426-5060
Quality Suites Québec City	1600, rue Bouvier	Québec	418-622-4244
Comfort Inn Rimouski	455, boul. St-Germain Ouest	Rimouski	418-724-2500
Comfort Inn Rivière-du-Loup	85, boulevard Cartier	Rivière-du-Loup	418-867-4162
Comfort Inn Rouyn-Noranda	1295, avenue Larivière	Rouyn-Noranda	819-797-1313
Comfort Inn Sept-Iles	854, boulevard Laure	Sept-Iles	418-968-6005
Comfort Inn Sherbrooke	4295, boulevard Bourque	Sherbrooke	819-564-4400
Comfort Inn Thetford-Mines	123, boul. Frontenac Ouest	Thetford-Mines	418-338-0171
Comfort Inn Val D'Or	1665, 3 ieme Avenue	Val D'Or	819-825-9360

* la plupart des établissements



Joanne Leclair - Directrice régionale des ventes | Westmont Hospitality Group
T: 450.420.4447 | E: joanne.leclair@whg.com

Modalités: Au moment de la réservation, veuillez donner le nom de votre association UPA – Union des producteurs agricoles pour obtenir votre tarif préférentiel. Sujet à la disponibilité. Non applicable sur les groupes de 10 chambres et plus. Certaines restrictions s'appliquent lors d'événements spéciaux. La liste des hôtels est sujet à changement sans préavis.

187600

À VOTRE SERVICE!

AUREZ-VOUS BESOIN DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES EN 2017?

DENIS ROY

TRÉSORIER ET DIRECTEUR DES FINANCES ET TECHNOLOGIES

Il est déjà temps de planifier vos besoins de main-d'œuvre pour 2017. Si les travailleurs locaux manquent à l'appel, les travailleurs étrangers temporaires (TET) peuvent venir en renfort sur votre ferme. Actuellement, près de 1 000 employeurs agricoles québécois font appel à ces ouvriers, qui sont principalement mexicains et guatémaltèques.

CE QU'IL FAUT SAVOIR

Avant de pouvoir embaucher un travailleur étranger, un employeur agricole doit obtenir l'autorisation du gouvernement du Québec et du Canada. Même si le gouvernement fédéral reconnaît qu'il y a pénurie de main-d'œuvre en agriculture, le permis d'embauche d'un TET demeure un processus long et rigoureux, et s'il y a la moindre erreur dans un dossier, les délais s'accumulent.

L'Union des producteurs agricoles est reconnue comme spécialiste de ces demandes d'embauche au Québec et a développé une expertise unique à cet effet. Le réseau des centres d'emploi agricole (CEA) des fédérations régionales de l'UPA est d'ailleurs la porte d'entrée pour enclencher une telle démarche. Elle dispose d'équipes spéciale-

ment formées pour remplir toutes les formalités et ainsi faciliter le travail pour l'obtention de permis. Le taux d'acceptation des dossiers préparés par l'UPA est de 99,9 %.

Les tâches liées à l'immigration sont sous ma gouverne. En étant également un consultant réglementé en immigration canadienne, je révise chaque dossier et propose aux clients des CEA la solution optimale lorsque des travailleurs étrangers sont requis à leur ferme. Une fois le permis d'embauche émis, nous faisons le pont avec les organismes responsables de recruter ces travailleurs, comme la Fondation des entreprises en recrutement de la main-d'œuvre agricole étrangère (FERME).

Pour obtenir un permis d'embauche de travailleur étranger, confiez votre dossier aux experts de l'UPA!

Visitez notre site : www.ptet.upa.qc.ca X

Près de 1 000 employeurs agricoles québécois font appel à ces ouvriers, qui sont principalement mexicains et guatémaltèques.



LE CAMION PLEINE GRANDEUR LE PLUS ÉCOÉNERGÉTIQUE JAMAIS CONSTRUIT¹.

AUSSI PEU QUE 8 L/100 KM SUR ROUTE

Parcourez plus de chemin que jamais avec une consommation d'aussi peu que 8 L/100 km sur route¹. C'est l'une des nombreuses raisons qui expliquent pourquoi le Ram détient le taux de fidélité le plus élevé parmi tous les camions pleine grandeur².

CAPACITÉ DE REMORQUAGE ALLANT JUSQU'À 9 210 LB³

JUSQU'À 420 LB-PI DE COUPLE³

LA GAMME DE CAMIONS LA PLUS DURABLE AU PAYS⁴



INTÉRIEUR PRIMÉ



ÉCRAN TACTILE UCONNECT^{MD} DE 8,4 PO LIVRABLE –
LE PLUS GRAND DANS SA CATÉGORIE



PORTAIL MULTIMÉDIA AVEC PORT USB

RAM 1500



FCA
FIAT CHRYSLER AUTOMOBILES

SERVICE DES PARCS DU CANADA

fleet.fcacanada.ca/fr 1 800 463-3600

¹ Selon le segment des gros camions pleine grandeur d'*Automotive News*. Données basées sur les estimations de consommation de carburant sur route du programme ÉnerGuide 2015. Les méthodes d'essai utilisées sont celles du gouvernement du Canada. La consommation d'essence de votre véhicule varie selon vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. Efficacité allant jusqu'à 11,3 L/100 km (25 mi/gal) en ville et 8,0 L/100 km (35 mi/gal) sur route pour le modèle Ram 1500 Quad Cab 4X2 HFE avec moteur V6 EcoDiesel de 3,0 L et transmission automatique à 8 vitesses. ² Selon des données d'entités indépendantes sur les véhicules de reprise concurrents au Canada pour les camions pleine grandeur neufs des années modèles 2008 à 2013. ³ Selon le modèle avec moteur V6 EcoDiesel de 3,0 L. ⁴ Affirmation basée sur la longévité de la gamme complète de camions pleine grandeur Ram, comparativement à celle des camions pleine grandeur de la concurrence en service depuis 1988. Longévité basée sur les données tirées du recensement d'*IHS Automotive : Polk* sur les véhicules en service au Canada au 1^{er} juillet 2015 pour les années modèles 1988 à 2015 et pour tous les camions pleine grandeur vendus et disponibles au Canada au cours des 28 dernières années.

ENTREPRENDRE LA VOIE DE LA CROISSANCE



AGRICARTE, FIÈRE PARTENAIRE DU PROGRAMME AVANTAGES DE L'UPA

Faites croître vos bénéfices grâce à un outil de financement offert exclusivement aux producteurs agricoles canadiens, et ce, sans frais annuels.

agricarte.ca

AgriCarte

 **Desjardins**
Entreprises

Coopérer pour créer l'avenir

183287

T-13662F (2016/01)